



BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI

البنك المركزي الجيبوتي



RAPPORT ANNUEL

2016

Banque Centrale de Djibouti



RAPPORT ANNUEL

2016

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE – L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

CHAPITRE -I- L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL

I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL P.13

1-1 LA CROISSANCE MONDIALE

1-2 LE COMMERCE INTERNATIONAL

1-3 L'INFLATION

II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS REGION P.17

2-1 L'ETHIOPIE

2-2 L'ERYTHREE

2-3 LE YEMEN

CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

I- LE SECTEUR PRIMAIRE P.20

1-1 L'AGRICULTURE

1-2 L'ELEVAGE

1-3 LA PECHE

II- LE SECTEUR SECONDAIRE P.23

2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE

2-2 L'EAU

III- LE SECTEUR TERTIAIRE P.24

3-1 L'EVOLUTION DES ACTIVITES PORTUAIRES

3-2 LE TRANSPORT ROUTIER

DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

CHAPITRE -I- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

I- LES RECETTES BUDGETAIRES ET LES DONTS P.31

1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES

1-2 LES DONTS

II- LES DEPENSES TOTALES P.32

2-1 LES DEPENSES COURANTES

2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

III- LE SOLDE BUDGETAIRE P.34

CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

I- LA MONNAIE P.35

1-1 LA MASSE MONETAIRE

1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT P.40

2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

III- LES CONCOURS BANCAIRES P.44

3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

CHAPITRE -III - LE SECTEUR EXTERIEUR

I- LA BALANCE DES PAIEMENTS P.48

1-1 LE COMPTE COURANT

1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

1-3 LA BALANCE DES SERVICES

1-4 LA BALANCE DES REVENUS

1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

1-6 LE COMPTE DU CAPITAL

1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE P.53

III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE P.54

TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE	
I- LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE	P.59
II- LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	P.62
III- LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE	P.64
IV- LA DIFFUSION DES STATISTIQUES MONETAIRES	P.64
V- ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER	P.65
VI- LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	P.67
VII- LE SERVICE RELATIONS EXTERIEURES	P.69
VIII- LA SUPERVISION BANCAIRE	P.70
IX- LE SERVICE DES ETUDES	P.73

GLOSSAIRE

AID :	Aéroport International de Djibouti
ASEAN :	Association of Southeast Asian Nations (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)
BAD :	Banque Africaine de Développement
BCD :	Banque Centrale de Djibouti
BMCE :	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BID :	Banque Islamique pour le Développement
BRED:	Banque Régionale d'Escompte et de Dépôt
CAF :	Coût Assurance Fret
CE :	Communauté Economique
CPEC :	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit de Djibouti
COMESA :	Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
DCT	Doraleh Terminal Containers
Dollar US :	Dollar Américain
EURL :	Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
FDJ :	Franc Djibouti
EDD :	Electricité de Djibouti
FAD :	Fonds Africain de Développement
FADES :	Fonds Arabe de Développement Economique et Social
FAO	Food and Agriculture Organisation
FOB :	Franco à Bord
FMI :	Fonds Monétaire International
FSD :	Fonds Saoudien de Développement
HDTL	Horizons Djibouti Terminal Limited
IDA :	International Development Association
IDE :	Investissements Directs Etrangers
INDS :	Initiative Nationale pour le Développement Social
IGAD :	Intergovernmental Authority on Development (Autorité Intergouvernementale pour le Développement)
LBC-FT	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux-Financement du Terrorisme
MEFIP :	Ministère de l'Economie et des Finances, chargé de l'Industrie
MENAGAFI :	Groupement d'Action Financière au Moyen Orient et en Afrique du Nord
Mwh :	Mégawatt heure
M³ :	Mètre cube
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ONEAD :	Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti
OPEP :	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PDSA :	Port de Djibouti Société Anonyme
PEG :	Position Extérieure globale
PIB :	Produit Intérieur Brut
SARL :	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
SRE	Service des Relations Extérieures
SRF	Service de renseignements Financiers
SSB	Service de la Supervision Bancaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TM :	Tonnes Métriques
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEM :	Union Economique et Monétaire



PREFACE

La progression de l'activité mondiale est demeurée languissante en 2016 avec une croissance du PIB mondial estimée à 3,1%, après avoir atteint 3,4% en 2015 et en 2014. Cette progression lente de l'économie mondiale est marquée par un faible rythme de l'investissement mondial, un ralentissement de la croissance du commerce mondial et par des niveaux d'endettements élevés. Les prix bas des matières premières ont exacerbé ces facteurs dans de nombreux pays exportateurs de matières premières depuis le milieu de 2014. Les conflits et les tensions géopolitiques continuent de peser sur les perspectives économiques de plusieurs régions.

Dans ce contexte, l'Afrique subsaharienne a vu la croissance de son PIB moyen régresser de 3,4% en 2015 à 1,4% en 2016, soit la plus faible performance en près de vingt ans. Parmi les facteurs qui ont influé sur les taux de croissance africains figurent le ralentissement généralisé dans les pays avancés, le rééquilibrage de l'économie chinoise, l'ajustement à la baisse des prix des produits de base, des conditions externes incertaines, ainsi que des tensions géopolitiques et des conflits dans plusieurs de ces pays.

La performance économique globalement mitigée des pays africains souligne l'urgence d'une transformation économique structurelle, qui soit capable de renforcer la résilience du continent et de favoriser une croissance durable et inclusive.

Dans la tendance actuelle, la croissance économique de l'ensemble des pays les moins avancés (PMA) sera insuffisante pour atteindre l'objectif de développement durable à court terme, même s'il est prévu que la croissance augmente légèrement, passant d'environ 4,5% en 2016 à 5,2% et à 5,5% en 2017 et 2018, respectivement. Ce taux insuffisant de croissance économique pose un risque pour les dépenses publiques, notamment dans des domaines importants tels que la santé, l'éducation, la protection sociale et l'adaptation au changement climatique. Ce dernier est d'autant plus important que les PMA restent vulnérables aux catastrophes naturelles et chocs liés aux conditions météorologiques.

Les prix du pétrole, après avoir atteint leur plus bas niveau depuis 10 ans en janvier 2016, se sont redressés au cours du second semestre de l'année, en partie du fait de l'accord conclu par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et d'autres pays producteurs pour réduire la production de pétrole. Avec un cours moyen atteignant 42,84 Dollars US le baril en 2016, contre 50,82 USD en 2015 et 96,25 USD en 2014, les prix du pétrole n'ont baissé que de 15,7% en 2016, alors qu'ils avaient chuté de 47,2% en 2015.

L'accélération de l'activité économique observée depuis le second semestre de 2016 et les anticipations d'une demande mondiale plus robuste ont contribué aussi à faire monter les prix du pétrole depuis les creux enregistrés au début de 2016.

En termes de perspectives, la croissance mondiale devrait se renforcer et atteindre 3,5% et 3,6%, respectivement en 2017 et 2018. A court et à moyen terme, la majeure partie de l'accélération attendue de la croissance mondiale tient à l'affermissement de l'activité dans les pays émergents et les pays en développement.

Sur le plan national, Djibouti figure, aux côtés de l'Ethiopie et de la Tanzanie en Afrique de l'Est, parmi les cinq pays les plus performants sur le continent en termes de croissance. En effet, malgré le contexte économique international quelque peu fragile, l'activité est restée soutenue avec une croissance du PIB de 6,5% en 2016, tirée principalement par les grands projets d'investissements public et privé, ainsi que le dynamisme de la chaîne des transports.

Le niveau général des prix à la consommation s'est, de son côté, inscrit en baisse avec un taux d'inflation en glissement annuel se situant à 2,4% en 2016 contre 2,7% enregistré en 2015.

Atteignant 120,2 milliards FDJ en 2016, contre 115,2 milliards FDJ en 2015, le budget de l'Etat a enregistré une hausse annuelle de 4,3%, bien inférieure aux 18,5% de hausse affichée en 2015. La baisse des recettes et des dépenses en augmentation, d'une année à l'autre, ont pesé sur l'équilibre budgétaire qui s'est soldé à fin 2016 par un déficit public de 2,2% du PIB, après la bonne performance (-0,5%) réalisée en 2015.

En lien avec la vigueur économique nationale et le développement spectaculaire du secteur financier amorcé en 2006, l'accélération de la masse monétaire M3 s'est poursuivie en 2016, atteignant 308.805 millions FDJ contre 284.363 millions FDJ en 2015, soit une progression de 8,6%. Cet accroissement s'explique par la hausse de l'ensemble des agrégats monétaires, à l'exception des dépôts à terme.

Le total des bilans consolidés des établissements de crédit en activité s'est, quant à lui, accru de 5,2%, passant de 343.737 millions FDJ en 2015 à 361.621 millions FDJ en 2016. Cette progression est essentiellement expliquée, d'une part, par l'accroissement des dépôts collectés (+6,8%) et la consolidation des fonds propres (+14,8%) et, d'autre part, par le renforcement du financement bancaire de l'économie, avec un encours nets de crédit, passé de 91.002 millions FDJ en 2015 à 93.079 millions FDJ en 2016. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie (y compris le hors bilan) s'est établi à seulement 36% en 2016, alors qu'il représentait 39,8% en 2015.

Au niveau de la situation extérieure, le solde du compte courant a affiché un déficit de 30.218 millions FDJ à fin 2016, contre 53.612 millions FDJ en 2015, équivalent à 9% du PIB. Cette dégradation moins importante que l'année précédente des transactions courantes provient de l'effet conjugué d'une contraction des soldes des postes excédentaires des services, des revenus et des transferts courants et du poids important du déficit de la balance commerciale.

La Position Extérieure Globale (PEG) de la République de Djibouti a enregistré, au terme de l'année 2016, un solde net débiteur de 231.355 millions FDJ, en augmentation de 40% en comparaison à son niveau de l'année précédente. La progression significative de l'endettement net des résidents vis-à-vis de l'étranger provient de la hausse soutenue des engagements extérieurs notamment au niveau des investissements directs étrangers, de la dette extérieure des entreprises publiques et des emprunts des banques commerciales.

S'agissant enfin des missions régaliennes et des activités de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), en termes d'orientation, d'encadrement et de promotion du secteur financier, d'importantes réalisations ont vu le jour, au cours de l'année 2016.

Concernant, tout d'abord la conduite de la politique monétaire, la BCD est restée fermement chevillée à sa mission fondamentale de maintien de l'intégrité du système monétaire particulier, du type Currency Board, en vigueur à Djibouti. Caractérisé par un régime de change et une parité fixes avec le Dollar US, le système monétaire Djiboutien jouit d'une stabilité et d'une longévité exceptionnelle depuis son instauration en 1949.

La préservation de ce système requiert une gestion rigoureuse des réserves internationales en devises et une supervision bancaire efficace en amont. La couverture en dollars de l'émission fiduciaire demeure, dans l'ensemble, largement supérieure aux 100% requis, le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est établi à 106,8% en 2016.

Sur le plan des réformes visant la promotion et le développement du secteur financier, la Banque Centrale a continué de dérouler le vaste chantier de réformes initié au début des années 2000, qui a permis la profonde transformation et la forte expansion du paysage financier Djiboutien, durant cette dernière décennie. Dans ce domaine, l'année 2016 a été riche en réalisations car, en sus de la poursuite des mesures de réformes, d'importantes

activités engagées dans le cadre d'un ambitieux projet de modernisation de l'architecture financière nationale, ont pu être parachevées. Il s'agit notamment de :

- L'entrée en vigueur, en juillet 2016, de la Loi portant création d'un nouveau Système National de Paiement et de la Loi portant création d'un Système d'Information sur le Crédit. Le premier texte a pour objet la modernisation du système national de paiement avec l'introduction des moyens de paiement innovants et, permet désormais à la Banque Centrale d'encadrer les activités et produits financiers utilisant les nouvelles technologies de l'information (Mobile Money, Mobile Banking, Compensation électronique en temps réel, etc.). Le second texte vise, quant à lui, la réforme du Fichier Central des risques bancaires avec l'introduction d'un système élargi de documentation et d'informations sur les crédits ;
- L'adoption du Décret portant création du Fonds de Garantie partielle des crédits de Djibouti et l'installation du Conseil d'Administration de cette structure qui a pour mission de favoriser et promouvoir l'accès des PME/PMI aux financements bancaires ;
- L'élaboration d'une feuille de route triennale pour le renforcement des capacités de la supervision bancaire au sein de la Banque Centrale. L'objectif principal visé est le renforcement des capacités en matière de supervision axée sur les risques avec une refonte complète des Circulaires réglementant les dispositifs prudentiels et non prudentiels. Cette réalisation fait suite à l'adhésion, courant 2016, de Djibouti au Centre d'assistance technique pour le Moyen-Orient du Fonds Monétaire International (METAC) ;
- Dans le domaine de la finance islamique, a été pris l'Arrêté Présidentiel portant nomination des membres du Comité National de la Charia, placé sous la tutelle de la Banque Centrale pour lui apporter conseils et assistance en matière de conformité des produits financiers islamiques à la Charia. L'année 2016 a également vu l'organisation, par la Banque Centrale, de la cinquième édition du Forum Africain de la Finance Islamique, qui réunit annuellement les grands dirigeants, éminents experts et praticiens de la finance islamique internationale.

Les importantes réformes entreprises, tout au long de ces dernières années, ont contribué à asseoir et consolider définitivement la réputation de notre place financière qui ne cesse d'attirer, année après année, nombre d'investisseurs et d'opérateurs financiers d'origine diverse.

Le fort essor et le rayonnement actuel de notre secteur financier nous confortent progressivement dans nos ambitions stratégiques de l'ériger en Hub financier à vocation internationale. Eu égard cependant, aux indicateurs tels que le niveau du financement bancaire de l'économie (ratio du crédit à l'économie/PIB se situant à 36% en 2016) et le taux de bancarisation, bien qu'en forte progression, ne dépassant pas 25%, le cap des réformes et les efforts de modernisation doivent être maintenus pour atteindre les objectifs ciblés.

Ahmed Osman Ali
Gouverneur



PREMIERE PARTIE – L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L’ECONOMIE DJIBOUTIENNE

CHAPITRE I- L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL

I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1-1 LA CROISSANCE MONDIALE

La progression de l’activité mondiale est demeurée languissante en 2016 avec une croissance du PIB mondial estimée à 3,1%, après avoir atteint 3,4% en 2015 et en 2014.

Cette progression lente de l’économie mondiale est marquée par un faible rythme de l’investissement mondial, un ralentissement de la croissance du commerce mondial et par des niveaux d’endettement élevés. Les prix bas des matières premières ont exacerbé ces facteurs dans de nombreux pays exportateurs de matières premières depuis le milieu de 2014. Les conflits et les tensions géopolitiques continuent de peser sur les perspectives économiques de plusieurs régions.

D’une manière générale, la croissance économique a, au cours de ces dernières années, été inférieure aux attentes tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. Alors que l’économie mondiale continue de s’éloigner de la crise financière mondiale, les facteurs qui influent sur les résultats économiques à l’échelle mondiale deviennent plus complexes. Ils reflètent une combinaison de forces (tendance démographique, baisse persistante de la croissance de la productivité, ajustement à la baisse des prix des produits de base) et de chocs dus à des facteurs intérieurs et régionaux.

Dans ce contexte, la croissance moyenne du PIB des économies avancées est tombée à 1,7% en 2016, contre 2,1% en 2015, tandis que le groupe des pays émergents et pays en développement ont vu leur croissance moyenne légèrement descendre de 4,2% à 4,1% sur la même période. ***Dans ce groupe de pays, l’Afrique subsaharienne a vu la croissance de son PIB moyen régresser de 3,4% en 2015 à 1,4% en 2016.*** Parmi les facteurs qui ont influé sur les taux de croissance de ce groupe de pays figurent le ralentissement généralisé dans les pays avancés, le rééquilibrage de l’économie chinoise, l’ajustement à la baisse des prix des produits de base, des conditions externes incertaines, ainsi que des tensions géopolitiques et des conflits dans plusieurs de ces pays.

Dans l’ensemble, les principales évolutions de l’économie mondiale en 2016 ont été les suivantes :

- L’économie américaine a perdu de sa vigueur au cours du dernier trimestre 2015 et du premier trimestre 2016 et, l’accélération prévue au second trimestre ne s’est pas matérialisée. Dans cette situation, la croissance du PIB américain est descendue à 1,6% à fin 2016, contre 2,6% en 2015. La croissance de la consommation est restée vigoureuse, portée par un marché du travail solide et une augmentation de la masse salariale, mais la faiblesse persistante de l’investissement non résidentiel, conjuguée à une baisse considérable des stocks, a pesé sur la croissance globale.

La faiblesse de l’investissement fixe des entreprises semble s’expliquer par la baisse continue des dépenses d’équipements dans le secteur de l’énergie, l’impact de la vigueur du dollar sur l’investissement dans les secteurs orientés vers l’exportation et peut-être aussi la volatilité des marchés financiers.

- Dans la zone euro, la croissance s'est légèrement essoufflée, atteignant 1,7% en 2016 contre 2% réalisée en 2015. La demande intérieure, notamment l'investissement, a ralenti dans certains des plus grands pays de la zone euro après plusieurs trimestres consécutifs de croissance plus forte que prévu. Les données et les indicateurs tirés des enquêtes menées auprès des entreprises font état d'un impact modéré du Brexit sur la confiance et l'activité.
- En dépit de l'activité modérée dans les pays avancés et des effets d'entraînement, les pays émergents et les pays en développement dans l'ensemble ont enregistré une légère accélération de leur croissance en 2016, quoique légèrement inférieure qu'en 2015.

Les pays émergents d'Asie continuent d'enregistrer une croissance vigoureuse, atteignant 6,4% en 2016 contre 6,7% en 2015. La situation s'est, par ailleurs, légèrement améliorée pour des pays en difficulté tels que le Brésil et la Russie, tandis que beaucoup de pays du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne ont continué d'être confrontés à une situation difficile.

Dans les pays émergents d'Asie, la croissance en Chine a atteint 6,7% en 2016 contre 6,9% en 2015 grâce à l'impulsion des pouvoirs publics et à la forte expansion du crédit. La vigueur de la consommation et une nouvelle rotation de l'activité de l'industrie vers les services indiquent que le rééquilibrage progresse sur le plan de la structure de la demande intérieure et de l'offre.

En Amérique latine, le Brésil reste en récession, mais l'activité semble être proche de son niveau le plus bas, car les effets des chocs (baisse des cours des produits de base, ajustement des prix administrés en 2015 et incertitude politique) se dissipent.

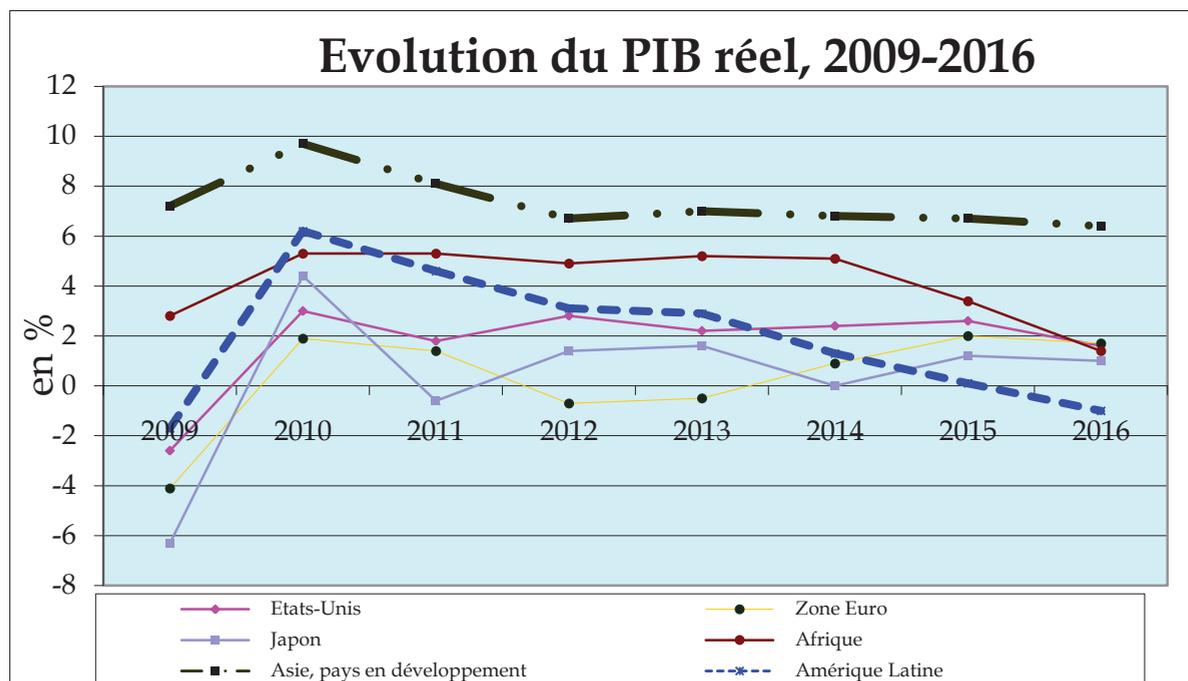
L'activité a fléchi en Afrique subsaharienne avec une hausse du PIB moyen tombée à 1,4% en 2016 contre 3,4% en 2015, notamment au Nigéria où la production a été perturbée par des pénuries de devises, les activités de militants dans le delta du Niger et des pannes d'électricité. En Afrique du Sud, l'activité est stagnante, en dépit de l'amélioration de l'environnement extérieur, notamment la stabilisation en Chine. Ailleurs, la résilience de l'économie en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Sénégal et en Tanzanie, a compensé en partie un fléchissement général de l'activité dans l'ensemble de la région.

Le Moyen-Orient reste confronté à des difficultés, parmi lesquelles les faibles prix du pétrole, les répercussions des tensions géopolitiques et les conflits civils dans plusieurs pays.

Dans la tendance actuelle, la croissance économique de l'ensemble des pays les moins avancés (PMA) sera insuffisante pour atteindre l'objectif de développement durable à court terme, même s'il est prévu qu'elle augmente légèrement, passant d'environ 4,5% en 2016 à 5,2% et à 5,5% en 2017 et 2018, respectivement. Ce taux insuffisant de croissance économique pose un risque pour les dépenses publiques, notamment dans des domaines importants tels que la santé, l'éducation, la protection sociale et l'adaptation au changement climatique. Ce dernier est d'autant plus important que les PMA restent vulnérables aux catastrophes naturelles et chocs liés aux conditions météorologiques.

Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour diversifier les exportations des PMA, qui restent fortement concentrées dans un petit nombre de produits primaires, vulnérables à la volatilité des prix et aux chocs extérieurs. Etant donnée la trajectoire de

croissance économique actuelle, près de 35% de la population des PMA pourrait rester en situation d'extrême pauvreté d'ici 2030.



Sources : FMI, OCDE, CE

Perspectives de l'économie mondiale pour 2017-2018

Selon les prévisions, la croissance mondiale devrait se renforcer et atteindre 3,5% et 3,6%, respectivement en 2017 et 2018. A court et à moyen terme, la majeure partie de l'accélération attendue de la croissance mondiale tient à l'affermissement de l'activité dans les pays émergents et les pays en développement.

Il est attendu que l'activité économique dans le groupe des pays avancés progressera de 2% en 2017 et 2018. L'amélioration des perspectives dans les pays avancés s'explique par une reprise cyclique attendue dans l'industrie manufacturière mondiale, dont des signes étaient déjà visibles à la fin de 2016 et un regain de confiance, surtout après les élections américaines, qui devraient alimenter la dynamique cyclique.

La croissance dans le groupe des pays émergents et des pays en développement devrait passer à 4,5% et à 4,8%, respectivement en 2017 et en 2018, contre 4,1% en 2016. Cette accélération attendue s'explique dans une large mesure par une stabilisation ou une reprise dans plusieurs pays exportateurs de produits de base, dont certains sont passés par un ajustement douloureux après la baisse des prix des produits de base. Néanmoins, les perspectives des pays émergents et des pays en développement demeurent inégales et généralement en deçà des résultats moyens de ces pays sur la période 2000-2015.

Divers facteurs influencent leurs perspectives, notamment la transition de la Chine vers une croissance plus durable qui est moins tributaire de l'investissement et des importations des produits de base, un ajustement prolongé à une baisse structurelle des recettes tirées des produits de base dans certains pays exportateurs de ces produits, un endettement élevé partout, des perspectives de croissance languissantes à moyen terme

dans les pays avancés, ainsi que des troubles internes, des désaccords politiques et des tensions géopolitiques dans plusieurs pays.

1-2 LA FAIBLE PROGRESSION DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE A L'ECHELLE MONDIALE

La croissance des investissements s'est considérablement ralentie dans plusieurs des grandes économies développées et en développement, ainsi que dans de nombreuses économies en transition. Une faible demande mondiale prolongée a réduit l'incitation à l'investissement des entreprises, en plus des incertitudes économiques et politiques qui ont également joué un rôle défavorable.

Depuis 2015, de nombreux pays ont connu une forte contraction des investissements dans les industries pétrolières et extractives. Ces baisses sont essentiellement cycliques, plutôt que le reflet d'un progrès structurel significatif vers une économie moins intense en énergies fossiles. Dans certains cas, le manque d'accès au financement a également un rôle négatif, en particulier dans les pays où les banques restent sous-capitalisées et/ou où les marchés financiers sont sous-développés.

Bien que les rendements obligataires n'aient jamais été aussi bas, souvent même négatifs, les gouvernements des pays développés ont considérablement réduit leurs investissements publics depuis 2010, ce qui reflète les politiques d'ajustement budgétaire mises en œuvre en réponse à des niveaux élevés de dette publique. Depuis mi-2014, les gouvernements de nombreux pays exportateurs de matières premières ont également réduit leurs investissements indispensables en infrastructures et services sociaux, en raison de la forte perte de recettes publiques tirées des matières premières. À l'inverse, dans d'autres pays en développement d'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud, ainsi que dans certaines régions d'Afrique, l'affaiblissement des investissements du secteur privé a été partiellement compensé par l'expansion des projets publics d'infrastructures.

Le commerce mondial a, de son côté continué de ralentir en 2016, n'ayant progressé en volume que de 2,2%, contre 2,7% en 2015 et 3,5% en 2014. La diminution de la croissance du commerce mondial est à la fois un facteur contributif et un symptôme du ralentissement économique mondial.

Les facteurs cycliques, tels que la composition de la demande mondiale et le climat d'incertitude accrue, continuent de freiner la croissance du commerce mondial. De plus, un certain nombre de changements structurels, qui avaient favorisé l'expansion rapide du commerce mondial dans les années 1990 et 2000, ont commencé à décliner, auxquels s'est ajouté le ralentissement de la libéralisation des échanges.

Le rapport de la croissance du commerce mondial à la croissance du produit mondial brut a considérablement diminué depuis les années 1990. Si la pénétration mondiale des importations devrait connaître une modeste reprise, il est peu probable que la croissance du commerce mondial dépasse considérablement le produit mondial brut dans les années à venir. Le commerce mondial devrait augmenter à un rythme de 3,8% en 2017 et de 3,9% en 2018, selon les prévisions du Fonds Monétaire International.

1-3 L'INFLATION

En 2015, la hausse des prix à la consommation dans les pays avancés avait atteint 0,3%, soit le niveau le plus faible depuis la crise financière mondiale. Elle est montée à 0,8% en

2016, sous l'effet de la remontée, observée à partir du second semestre, des prix des produits de base, notamment des produits énergétiques.

Le niveau d'inflation est descendu de 4,7% en 2015 à 4,4% en 2016 dans les pays émergents et les pays en développement, car les taux de change sont restés plus ou moins stables, ou se sont appréciés dans beaucoup de pays et que les effets des dépréciations antérieures ont commencé à s'atténuer.

L'évolution des prix des produits de base

Après avoir atteint leur plus bas niveau depuis 10 ans en janvier 2016, les prix du pétrole se sont redressés au cours du second semestre de l'année, en partie du fait de l'accord conclu par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et d'autres pays producteurs pour réduire la production de pétrole. Avec un cours moyen atteignant 42,84 Dollars US le baril en 2016, contre 50,82 USD en 2015 et 96,25 USD en 2014, les prix du pétrole n'ont baissé que de 15,7% en 2016, alors qu'ils avaient chuté de 47,2% en 2015.

L'accélération de l'activité économique observée depuis le second semestre de 2016 et les anticipations d'une demande mondiale plus robuste ont contribué aussi à faire monter les prix du pétrole depuis les creux enregistrés au début de 2016.

Les produits de base hors combustibles ont également vu leurs cours se relever, n'ayant enregistré en 2016 qu'une légère baisse de 1,9%, en comparaison de la contraction de 17,4% des prix de ces matières premières observée en 2015. Les prix des métaux ont été soutenus par la hausse de l'investissement dans l'immobilier et la réduction des capacités en Chine, ainsi que par le relâchement attendu de la politique budgétaire aux Etats-Unis.

Pour ce qui est des produits de base agricoles, les prix de l'alimentation ont augmenté en raison de la baisse de l'excédent de l'offre, en particulier pour les céréales et les huiles végétales. Les prix ont augmenté pour la plupart des produits, sauf quelques-uns, dont le riz et les fèves de cacao.

II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS-REGION

2-1 L'ETHIOPIE

Au cours de la décennie écoulée, l'Ethiopie s'est appuyée sur une stratégie de développement soutenue par un niveau d'investissement public et des taux d'intérêt bas. Accordant un rôle prépondérant aux entreprises publiques et au développement d'infrastructures, l'Etat éthiopien a efficacement dirigé la politique économique du pays. Le plan quinquennal de croissance et de transformation (Growth and Transformation Plan – GTP), lancé en novembre 2010, a été reconduit pour une seconde phase (2015-2020) en ciblant les priorités suivantes : modernisation de l'agriculture, essor de l'industrie grâce au développement de parcs industriels, meilleure participation du secteur privé, hausse des exportations pour augmenter la disponibilité en devises, poursuite des grands projets d'infrastructures.

Cette stratégie volontariste a permis à l'Ethiopie d'afficher des taux de croissance élevés, supérieurs à 10% par an entre 2005 et 2010. Atteignant 10,2% en 2015, la croissance éthiopienne a ralenti à 6,5% en 2016, du fait de chocs tant internes (sécheresse, tensions sociopolitiques) qu'externes (baisse du cours des matières premières, dont le café). Les perspectives économiques restent toutefois positives, avec un rebond attendu de la croissance en 2017, grâce au dynamisme de l'industrie et des services.

Le pays a enregistré un taux d'inflation de 9,7% en 2016, un déficit public de 3,3% du PIB et une dette publique qui a atteint 54% du PIB en 2016.

2-2 L'ÉRYTHREE

Considérée comme l'une des dictatures les plus fermées au monde, l'Érythrée présente une situation économique très difficile à cause notamment, de sécheresses chroniques, d'une politique économique autarcique, de dépenses militaires disproportionnées et des tensions persistantes avec les pays frontaliers. L'Érythrée est un des pays les plus pauvres du monde. Sa population compte notamment sur les transferts de la diaspora, dont l'Etat prélève 2% pour subvenir à ses besoins.

L'agriculture qui occupe 70% des emplois est très peu productive, l'intégration économique régionale est minimale et la main d'œuvre est peu qualifiée. Les autorités maintiennent un contrôle des changes très strict. Ces dispositions ont rendu les opérations de commerce international difficiles, principalement constituées de bétail, de produits textiles et de minerais.

Les tensions avec les pays frontaliers et avec la communauté internationale (baisse de l'aide publique au développement) entravent le développement économique du pays. L'économie érythréenne connaît un déficit commercial élevé et une dette publique particulièrement importante. Le pays a vu la croissance de son PIB descendre à 3,7% en 2016, contre 4,8% en 2015, reflétant les faibles capacités des institutions gouvernementales et du secteur des exportations. Le PIB érythréen est essentiellement basé sur les services (59%), avec un secteur industriel limité (5,9%) et un secteur primaire (agriculture – forêts, pêche, etc.) contribuant à hauteur de 17,2% à la formation du PIB.

2-3 LE YEMEN

Le Yémen est marqué par une forte instabilité depuis le soulèvement de 2011 et la situation économique extrêmement fragile est aggravée par le conflit actuel. Pays le plus peuplé de la péninsule Arabique (26,8 millions d'habitants) après l'Arabie saoudite, le Yémen est aussi le pays le plus pauvre du Moyen-Orient.

L'économie du Yémen repose historiquement sur trois piliers : l'agriculture ; le pétrole (150.000 barils/jour en 2012, dont la production recule depuis 2001) ; et les transferts des travailleurs émigrés, notamment en Arabie saoudite. Le conflit actuel a eu pour conséquence un effondrement de l'économie locale. Alors que le pays était un petit exportateur de pétrole, dont provenaient 65% des ressources de l'Etat qui ne peut plus compter sur ces revenus, la production a été suspendue en raison de la dégradation de la situation sécuritaire.

Toutefois, la situation économique a commencé à s'améliorer avec une croissance du PIB en baisse de seulement -4,2% en 2016, en comparaison de la forte contraction (-28,1%) enregistrée en 2015. Le niveau d'inflation s'est également stabilisé à hauteur de 5% en 2016, après la forte envolée de 39,4% des prix de 2015, mais le déficit du compte courant extérieur a continué de se creuser, atteignant -6,1% du PIB en 2016, contre -1,7% et -5,5% du PIB respectivement en 2014 et 2015, suite au blocus imposé aux importations de marchandises et la baisse des exportations, notamment en hydrocarbures.

CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

L'activité économique est restée soutenue à la faveur de la bonne tenue des investissements. La croissance du PIB réel, estimée à 6,5% en 2016, soit au même niveau qu'en 2015, a été portée par les importants projets du secteur public, en particulier la construction de la nouvelle ligne ferroviaire électrique reliant Djibouti à l'Éthiopie, la construction de plusieurs nouveaux ports et un aqueduc en provenance de l'Éthiopie.

En termes de proportion, la part des investissements dans le PIB s'est toutefois, réduite de 6,5 points, passant de 50,8% à 44,3% du PIB entre 2015 et 2016. Ainsi, les investissements publics sont passés de 35,9% en 2015 à 24,1% du PIB en 2016, alors que les investissements privés ont augmenté de 14,9% à 20,1% du PIB, sur la même période.

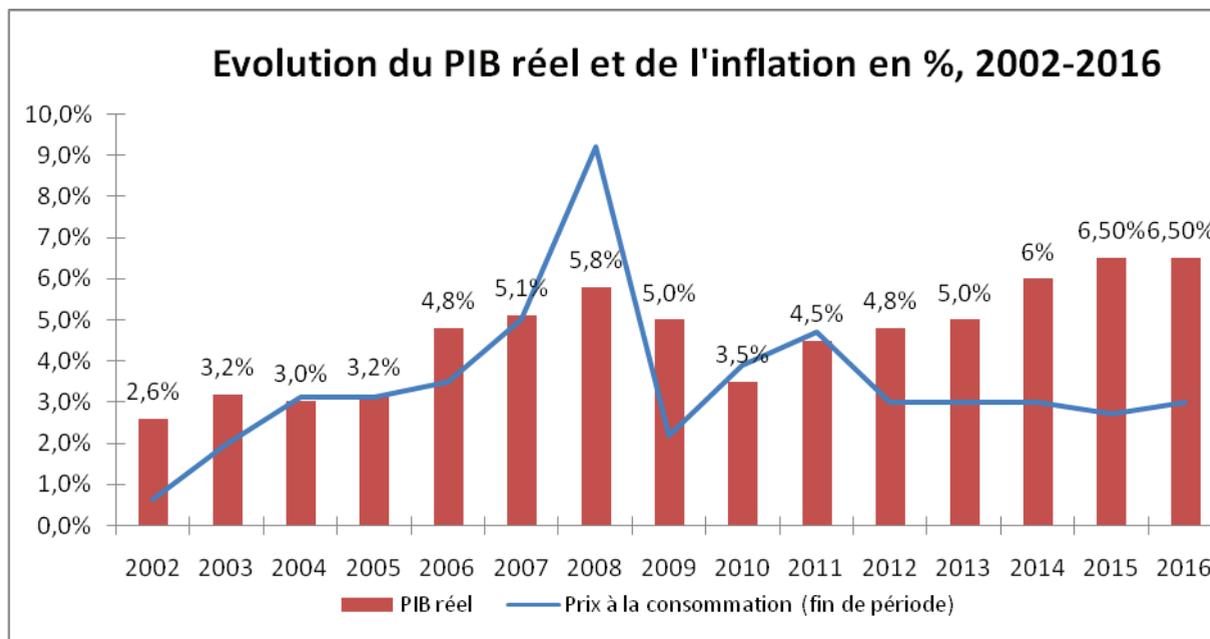
Le niveau général des prix à la consommation s'est inscrit en baisse avec un taux d'inflation, en glissement annuel, se situant à 2,4% en 2016 contre 2,7% enregistré en 2015. La baisse des cours du pétrole et les mesures du Gouvernement sur le prix du kérosène (combustible pour la cuisson qui occupe un poids important dans le panier de la ménagère) ont permis de contenir l'inflation.

Evolution de la production sectorielle, 2011-2016							
en millions FDJ							
Composantes	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
PRIMAIRE	7.238	7.587	7.935	8.332	9.251	9.899	7%
SECONDAIRE	41.771	46.180	51.119	58.364	59.359	66.245	11,6%
Industries	5.298	5.604	5.982	6.572	7.182	8.080	12,5%
Bâtiment et travaux publics	26.481	30.177	33.871	38.952	38.465	42.397	10,2%
Electricité et eau	9.992	10.399	11.266	12.840	13.712	15.768	14,9%
TERTIAIRE	150.666	165.638	174.769	190.097	208.800	227.802	9,1%
Commerce et tourisme	36.898	41.238	43.639	47.166	52.116	56.723	8,8%
Transports et communications	56.407	61.276	65.704	71.957	78.884	86.337	9,4%
Banques et assurances	28.304	30.878	33.029	37.322	39.880	44.421	11,4%
Services non marchands	25.763	28.621	28.583	29.505	33.515	35.765	6,7%
Autres services marchands	3.294	3.625	3.814	4.147	4.405	4.556	3,4%
PIB au coût des facteurs	199.675	219.405	233.823	256.793	277.410	303.946	9,6%
Taxes indirectes nettes	20.547	21.164	24.835	25.610	31.278	32.215	3%
PIB Nominal	220.222	240.569	258.658	282.403	308.688	336.161	8,9%

Source : Autorités Djiboutiennes

Le secteur primaire a enregistré une progression de 7% en 2016, malgré les conditions climatiques peu favorables, dues aux sécheresses récurrentes dans la sous-région. A la faveur des grands projets d'infrastructures initiés par les Autorités Djiboutiennes, le secteur secondaire a connu une hausse de 11,6% durant la période sous revue.

Le secteur tertiaire a, quant à lui, bénéficié des retombées positives enregistrées par la chaîne des transports et, plus particulièrement par les activités portuaires, en réalisant une croissance de l'ordre de 9,1% en 2016.



Source : Autorités Djiboutiennes

I- LE SECTEUR PRIMAIRE

Avec une contribution de près de 3% du PIB en 2016, le secteur primaire a connu une progression annuelle de 7% en 2016 et ce, grâce au développement des activités de la pêche et d'exportation de bétail.

1- 1 L'agriculture

Les conditions climatiques difficiles entravent structurellement le développement du secteur agricole à Djibouti. Avec seulement 10.000 ha de terres arables et une superficie cultivée de 1.396 ha en 2016, la production agricole a atteint 8.344 tonnes en 2016, pour un total de 1.888 exploitations agricoles. Ces exploitations sont d'une surface moyenne d'un demi-hectare et emploient environ 5.662 personnes.

Les cultures maraîchères constituent l'essentiel de la production agricole et ne couvrent qu'un peu plus de 10% des besoins nationaux.

Au cours de ces dernières années, le Ministère de l'Agriculture a déployé d'énormes efforts pour redynamiser le secteur agricole. En effet, en collaboration avec les partenaires au développement et, en particulier avec la FAO, le secteur a bénéficié de l'introduction de technologies innovantes concernant notamment, les techniques d'irrigation avec l'initiation à la technique de micro-irrigation (plus de 400 agriculteurs bénéficiaires depuis 2013), la promotion des cultures sous serre, la vulgarisation des cultures de contre saison

(plus de 45 tunnels ont été installés, notamment dans les zones les plus favorables aux cultures hors saison), ainsi que la plantation à large échelle du palmier dattier et des cultures fourragères. Ces dispositifs ont permis une utilisation plus judicieuse de l'eau pour l'irrigation et une amélioration notable de la production.

Données Générales sur le secteur agricole		
Désignation	Campagne agricole 2014/2015	Campagne agricole 2015/2016
Superficies cultivées	1.368 ha	1.396 ha
Nombre d'exploitations agricoles	1.885	1.888
Maraichage, fruitier et Dattier	4.932 tonnes	5.080 tonnes
Fourrage	3.256 tonnes	5.080 tonnes
Autres plantes ornementales, médicinales et agrumes	Non estimé	Non estimé

Source : Direction de l'Agriculture

1-2 L'ELEVAGE

Le pays est soumis à un climat tropical semi-aride avec deux saisons (saison chaude et saison fraîche). Les précipitations ne sont pas abondantes, avec une moyenne de 150 mm/an. Elles sont toutefois prédominantes dans les zones côtières pendant la période fraîche et à l'intérieur du pays en saison chaude. Il n'existe pas de cours d'eau permanent, ce sont les eaux résiduelles des crues et les nappes phréatiques qui sont exploitées.

En dépit de ces circonstances peu favorables, l'élevage joue plusieurs rôles de par ses produits, ses revenus et la place qu'il confère dans la société. Il constitue un capital et a une fonction d'épargne. Les activités liées à l'élevage jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire.

L'élevage occupe environ 150.000 personnes dont, notamment des éleveurs nomades, des agro-pastoraux, des commerçants de bétail, des bouchers, des activités et métiers connexes.

Le centre de quarantaine de Damerjog est fonctionnel depuis fin 2006, et draine le bétail de la région en direction des pays arabes du golfe via le Port de Djibouti. Les services vétérinaires sont en charge de l'inspection sanitaire du bétail, ainsi que de la certification. Les effectifs de bétail exporté sont détaillés ci-après :

L'effectif du bétail à l'exportation a connu une baisse de 48,3% en 2016, en passant de 443.061 têtes en 2015 à 228.882 têtes en 2016. Cette évolution s'explique par la baisse du nombre des petits ruminants et des camelins à l'exportation.

La couverture sanitaire du cheptel consiste en une lutte permanente contre les maladies animales. Au niveau de chaque poste de contrôle, il existe une clinique vétérinaire qui prodigue des soins et des vaccins au bétail, des sorties périodiques en brousse sont également organisées pour examiner les cheptels en zones reculées.

Évolution du nombre de bétail exporté, 2010-2016				
Année	Bovins	Petits ruminants	Camelins	Total
2010	49.315	215.393	129.927	394.635
2011	55.943	245.487	76.659	378.089
2012	48.439	449.009	38.053	535.501
2013	45.830	461.464	10.878	518.172
2014	54.777	509.505	3.791	568.073
2015	55.470	350.147	37.444	443.061
2016	55.825	156.772	16.285	228.882

Source : Direction de l'Élevage

Le cheptel suivi et traité a connu une baisse entre 2015 et 2016, à hauteur de 15,5%, en passant de 127.517 têtes à 107.694 têtes.

Évolution du cheptel suivi et traité 2010 – 2016	
Année	Effectif bétail
2010	112.961
2011	166.798
2012	139.577
2013	116.214
2014	120.686
2015	127.517
2016	107.694

Source : Direction de l'Élevage

1-3 LA PECHE

Le secteur de la pêche constitue un levier efficace de production de richesses, mais aussi d'emplois générateurs de revenus en république de Djibouti. Toutefois, son potentiel est peu exploité et contribue encore très faiblement à la formation du PIB.

En 2016, la production de poissons a atteint 2.221.337 Kg pour une valeur de 1,028 milliard FDJ. Cette production est en baisse de 12,9% comparativement à l'année 2015.

La ville de Djibouti concentre près de 80% du total des quantités pêchées sur l'ensemble du territoire, essentiellement en raison de la forte concentration de la population humaine dans la capitale.

II-LE SECTEUR SECONDAIRE

2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE

La production d'électricité a atteint 537.340 Mwh en 2016, contre 492.088 Mwh en 2015, soit une progression de 9,2% d'une année à l'autre. S'établissant à 449.510 Mwh en 2016, la part de l'énergie importée de l'Ethiopie a effectué un bond de 43% par rapport aux 314.322 Mwh importés en 2015. La part de l'énergie importée a représenté 83,6% de l'énergie totale produite en 2016, contre 63,8% en 2015.

La consommation électrique qui s'est élevée à 422 808 Mwh en 2016 s'est accrue de 6,6% par rapport à son niveau de l'année précédente. Comme en 2015, la hausse de la demande est principalement le fait de la consommation des ménages.

La politique de baisse des tarifs initiée par la société publique Electricité de Djibouti (EDD) pour les foyers les plus démunis s'est traduite par la poursuite de la hausse du nombre d'abonnés, qui a augmenté de 5,7% en 2016, avec un peu plus de 56.000 foyers raccordés à l'électricité, contre 53.000 foyers couverts en 2015.

Production et consommation d'électricité, 2012-2016						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Production en Mwh	381.475	433.442	446.171	492.088	537.340	9,2%
Consommation en Mwh	308.864	341.537	370.234	396.754	422.808	6,6%
Taux rendement commercial (%)	81	78,8	82	81	79	-2%
Nombre d'abonnés	45.274	47.462	50.061	53.007	56.062	5,7%
Prix moyen vente (FDJ)	62	63	52	58	56	-3,4%

Source : Électricité De Djibouti

2-2 L'EAU

La production d'eau de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD) a diminué de 0,8% en 2016, avec un total de 17,9 millions de m³, contre environ 18,1 millions de m³ en 2015.

La consommation d'eau s'est, pour sa part, inscrite en hausse de 3,1% entre 2015 et 2016, portant le niveau de la consommation à 12,3 millions de m³. Cet accroissement de la consommation d'eau a concerné tant Djibouti-ville que les chefs-lieux des régions de l'Intérieur.

Production et consommation d'eau, 2012-2016						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Production (milliers m³)	16.590	18.050	17.267	18.068	17.921	-0,8%
Consommation (milliers m³)	9.538	9.651	11.062	11.966	12.337	3,1%
Pertes sur le réseau (%)	42,5	46,5	35,9	33,7	31,2	-2,5%
Nombre d'abonnés	21.828	22.336	25.513	36.165	39.495	9,2%

Source : ONEAD

Les pertes sur le réseau sont en net recul depuis 2012, consécutivement à la politique de lutte contre la déperdition engagée par l'ONEAD au niveau de son réseau.

Le nombre d'abonnés de l'ONEAD continue d'augmenter, atteignant 39.495 foyers en 2016, contre 36.165 foyers raccordés au réseau d'eau potable en 2015, soit une progression de 9,2%, d'une année à l'autre.

III- LE SECTEUR TERTIAIRE

La contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB est demeurée soutenue, reflétant le dynamisme des services marchands, en particulier les secteurs des transports et des communications, ainsi que le secteur financier.

3-1 L'EVOLUTION DES ACTIVITES PORTUAIRES

3-1-1 L'activité globale

Le tableau ci-après regroupe le volume total du trafic des trois Ports de Djibouti à savoir, le port de Doraleh Container Terminal (DCT), le port d'Horizon Djibouti Terminal Limited (HDTL) et le Port de Djibouti Société Anonyme (PDSA).

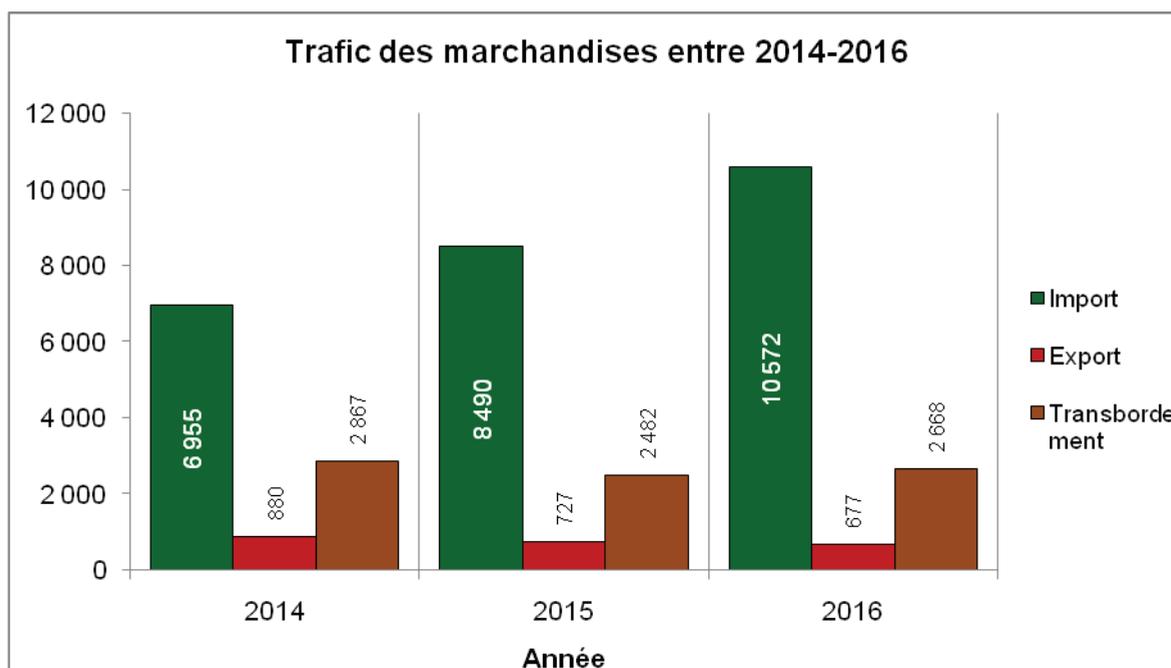
L'évolution du volume total d'activités des Ports de Djibouti entre 2015 et 2016 se présente comme suit :

- Les marchandises sèches entrées aux ports ont atteint 10,5 millions de tonnes métriques en 2016, contre 8,5 millions de tonnes en 2015, soit une hausse substantielle de 23,5%.
- Les marchandises sèches transitant et destinées à l'exportation sont passées de 727.116 tonnes en 2015 à 676.832 tonnes en 2016, soit une baisse de 6,9% sur la période.
- L'activité de Transbordement a connu une hausse de 8,3% entre 2015 et 2016, passant de 2,4 millions de tonnes à 2,6 millions de tonnes, d'une année à l'autre.

- Le volume des hydrocarbures à l'import a, pour sa part, baissé de 2,6%, descendant de 3,8 millions de tonnes en 2015 à 3,7 millions de tonnes en 2016.
- Le trafic total des marchandises, passant de 15,5 millions de tonnes en 2015 à 17,6 millions de tonnes en 2016, a enregistré un accroissement de 13,5%.

Activité globale des Ports de Djibouti, 2014-2016						
Statuts	2014		2015		2016	
ENTREES (en Tonnes)	DCT/HDTL	PDSA	DCT/HDTL	PDSA	DCT/HDTL	PDSA
Marchandises sèches						
Trafic djiboutien	690 679	727 086	794 028	658 020	970 904	720 478
Trafic de transit éthiopien	1 749 956	3 787 355	2 215 469	4 822 327	2 777 806	6 102 493
Trafic de transit somalien	0	0	0	0	0	0
Sous-total marchandises sèches	2 440 635	4 514 441	3 009 497	5 480 347	3 748 710	6 822 972
Hydrocarbures	3 891 917	0	3 817 945	0	3 765 198	0
Transbordements	1 078 990	12 380	830 115	10 115	1 095 831	901
Total entrées	7 411 542	4 526 821	7 657 557	5 490 462	8 609 739	6 823 872
SORTIES (en Tonnes)						
Marchandises sèches						
Trafic djiboutien	587	22 007	13 539	33 173	0	47 126
Trafic de transit éthiopien	714 521	143 050	597 449	82 955	528 648	101 057
Trafic de transit somalien	0	0	0	0	0	0
Sous-total marchandises sèches	715 108	165 057	610 988	116 128	528 648	148 184
Hydrocarbures	0	0	0	0	0	0
Reprise -Transbordements	1 711 771	63 524	1 550 186	91 316	1 525 416	45 761
Soutages		0		0		0
Eau		0		0		0
Total sorties	2 426 878	228 581	2 161 174	207 444	2 054 064	193 945
Ensemble du trafic						
Marchandises sèches						
Trafic djiboutien	691 266	749 093	807 567	691 193	970 904	767 605
Trafic de transit éthiopien	2 464 477	3 930 405	2 812 918	4 905 282	3 306 454	6 203 551
Trafic de transit somalien	0	0	0	0	0	0
Sous-total marchandises sèches	3 155 743	4 679 498	3 620 485	5 596 475	4 277 358	6 971 155
Hydrocarbures	3 891 917	0	3 817 945	0	3 765 198	0
Transbordements	2 790 760	75 904	2 380 301	101 431	2 621 247	46 662
Soutages	0	0	0	0	0	0
Eau	0	0	0	0	0	0
Total général	9 838 420	4 755 402	9 818 731	5 697 906	10 663 804	7 017 817

Sources : DCT/HDTL/PDSA



3-1-2 le Trafic du PDSA

En enregistrant plus de 10,7 millions de tonnes métriques en 2016, contre 9,5 millions de tonnes en 2015, le trafic global du Port de Djibouti Société Anonyme (PDSA) a progressé de 13,3% d'une année à l'autre. Cet accroissement s'explique principalement par l'accélération du trafic de transit éthiopien. De plus, le trafic djiboutien de marchandises a connu une augmentation de l'ordre de 11% entre 2015 et 2016, contrairement à la baisse enregistrée une année auparavant.

Trafic total du PDSA, 2012-2016						
en tonnes métriques						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Marchandises	2 961 163	3 354 892	4 757 359	5 697 906	7 017 817	23,2%
<i>Djibouti</i>	853 996	648 265	749 091	691 193	767 605	11,0%
<i>Transit</i>	2 107 167	2 706 231	3 930 366	4 905 282	6 203 551	26,5%
<i>Transbordement</i>	-	396	77 902	101 431	46 662	-54,0%
Hydrocarbures	3 911 089	3 289 255	3 891 917	3 817 945	3 765 198	-1,4%
Total	6 872 252	6 644 147	8 649 276	9 515 851	10 783 015	13,3%

Le volume global des marchandises et des hydrocarbures à l'entrée du Port de Djibouti a été marqué par une amélioration substantielle sur les douze derniers mois. Cette performance a surtout été tirée par le transit éthiopien, en hausse de près de 26,5%. Le trafic du transbordement a régressé au cours de la même période en enregistrant une légère baisse de 1,4%.

3-1-2-1 Le trafic éthiopien

Le trafic éthiopien de marchandises sèches et d'hydrocarbures a connu une augmentation de 18,7% en 2016, réalisant un volume global de 9,3 millions de tonnes métriques, contre 7,8 millions de tonnes en 2015.

Le trafic des hydrocarbures destinés au marché éthiopien a enregistré une hausse de 5,7%, passant de 2,9 millions de tonnes à 3,1 millions de tonnes, entre 2015 et 2016.

Evolution du trafic éthiopien, 2012-2016						
en tonnes métriques						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Transit Import	1 999 925	2 616 289	3 787 315	4 822 327	6 102 493	26,5%
Transit Export	107 240	89 942	143 051	82 955	101 057	21,8%
Hydrocarbures	3 736 233	2 826 049	3 730 190	2 944 082	3 113 340	5,7%
Total	5 841 398	5 532 280	7 660 556	7 849 364	9 316 890	18,7%

Source : PDSA

Les importations de marchandises sèches destinées au marché éthiopien suivent leur tendance haussière, avec une augmentation de 26,5% par rapport à 2015, les exportations éthiopiennes transitant par le port de Djibouti ont, pour leur part, connu un accroissement de 21,8% par rapport à 2015.

Part du trafic éthiopien en pourcentage du trafic global, 2012-2016						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Marchandises	76,3%	82,9%	82,6%	86,1%	88,4%	2,3%
Hydrocarbures	94,0%	89,6%	95,8%	77,1%	82,6%	5,5%
Total	86,6%	86,2%	88,6%	82,5%	85,5%	3,0%

Source : PDSA

La part des importations éthiopiennes d'hydrocarbures a augmenté de 5,5% en 2016, représentant 82,6% du trafic total, contre 77,1% en 2015.

3-1-2-2 Le trafic djiboutien

Le trafic djiboutien de marchandises a enregistré une baisse de 3,6% entre 2015 et 2016. Les importations djiboutiennes de marchandises ont progressé 9,5% par rapport à 2015 et, dans le même temps, les marchandises exportées depuis Djibouti ont continué leur progression, avec une hausse appréciable de 42,1% sur la période.

Les importations d'hydrocarbures ont, de leur côté, vu leur niveau descendre de 671.220 tonnes métriques à 545.360 tonnes métriques, soit un repli de 18,7%, entre 2015 et 2016.

Evolution du trafic djiboutien, 2012-2016						
en tonnes métriques						
	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Importations locales	851 856	646 766	727 085	658 020	720 478	9,5%
Exportations locales	2 080	1 499	22 006	33 173	47 126	42,1%
Hydrocarbures	234 823	463 206	161 727	671 220	545 360	-18,7%
Total	1 088 759	1 111 471	910 818	1 362 413	1 312 964	-3,6%

Source : PDSA

3-2 LE TRANSPORT ROUTIER

Le transport routier sur le corridor international entre le port de Djibouti et l'Ethiopie a enregistré un accroissement de 17,1% entre 2015 et 2016, avec un total de 437.763 camions, contre 373.726 camions en 2015. En même temps, les revenus générés par le trafic routier en 2016 ont connu une augmentation en valeur de près de 230 millions FDJ, en passant de 7,5 millions Dollars US (1.328 millions FDJ) à 8,7 millions Dollars US (1.556 millions FDJ).

L'entretien et l'amélioration de la qualité des infrastructures du corridor routier international reliant le port de Djibouti à l'Ethiopie contribuent à maintenir un trafic dense sur cet axe principal de circulation des marchandises. L'acheminement de la quasi-totalité du trafic de transit vers et en provenance de l'Ethiopie se fait par le biais des camions circulant sur ce corridor routier.

Mouvements du trafic routier, 2008-2016					
en nombre de camions					
Année	1^{er} trimestre	2^{ème} trimestre	3^{ème} trimestre	4^{ème} trimestre	Total annuel
2008	53 742	50 066	49 913	55 971	209 692
2009	60 584	60 910	61 909	66 724	250 127
2010	65 514	61 498	48 170	46 603	221 785
2011	52 661	53 761	54 166	71 345	231 933
2012	74 168	71 196	69 084	69 124	283 572
2013	70 628	73 371	67 425	76 528	287 952
2014	79 708	77 150	82 614	85 561	325 033
2015	85 736	89 629	96 757	101 604	373 726
2016	105 865	108 466	114 503	108 929	437 763

Source : Fonds d'Entretien Routier

DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

CHAPITRE –I- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Atteignant 120,2 milliards FDJ en 2016, contre 115,2 milliards FDJ en 2015, le budget de l'Etat a enregistré une hausse annuelle de 4,3%, bien inférieure aux 18,5% de hausse affichée en 2015. La baisse des recettes et des dépenses en augmentation, d'une année à l'autre, ont pesé sur l'équilibre budgétaire qui s'est soldé à fin 2016 par un déficit public de 2,2% du PIB, après la bonne performance (-0,5%) réalisée en 2015.

Cependant, le déficit public sur solde primaire s'est légèrement amélioré, passant de 6,6% en 2015 à 6,4% en 2016 grâce à la bonne performance des recettes intérieures qui ont représenté près de 87% des recettes budgétaires totales.

Tableau des opérations budgétaires de l'État, 2013-2016					
en millions FDJ					
Rubriques	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Recettes et Dons	96 233	87 325	113 740	112 771	-0,8%
Recettes intérieures	84 782	74 127	94 753	98 068	3,5%
Dons officiels	11 452	13 199	18 988	14 704	-22,6%
Dépenses	97 425	97 222	115 240	120 199	4,3%
Dépenses courantes	62 038	64 566	70 685	82 577	16,8%
Investissements	35 387	32 656	44 555	37 622	-15,6%
Solde global (base ordonnancements, dons inclus)	-1 190	-9 897	-1 500	-7 428	395,2%
Solde global (en % du PIB)	-0,5%	-3,5%	-0,5%	-2,2%	
Variations des arriérés (signe moins en positif)	-2 686	-1 546	-1 698	-1 700	0,1%
Solde global, (base caisse)	-3 877	-11 443	-3 198	-9 128	185,4%
Solde global base caisse (en % du PIB)	-1,5%	-4,1%	-1,0%	-2,7	
Financement	3 736	11 312	2 716	8 501	213%
Intérieur	1 134	10 524	193	1 574	715,5%
Extérieur	2 602	788	2 523	6 927	174,5%
Déficit Résiduel	-140	-131	-482	-627	30,1%

Source : Ministère du Budget

I - LES RECETTES BUDGETAIRES ET DONS

Avec un total de 112,7 milliards FDJ, contre 119,2 milliards FDJ prévus par la Loi de Finance Rectificative (LFR), les ressources publiques mobilisées en 2016 ont atteint leur cible de réalisation à hauteur de 94,6% contre 99,2% en 2015. En dehors des recettes non-fiscales, les autres chapitres des recettes intérieures ont dépassé les objectifs escomptés. Le chapitre des dons a, pour sa part, réalisé une contre-performance avec une mobilisation restée en deçà des prévisions de la LFR 2016.

Dans l'ensemble cependant, le total des ressources publiques est en baisse de 0,8% par rapport au niveau de 2015 (113,7 milliards FDJ).

1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES

Prévus initialement pour un montant de 97,8 milliards FDJ, les recettes budgétaires qui ont atteint 98,1 milliards FDJ à fin 2016, contre 94,7 milliards FDJ en 2015, ont dépassé légèrement les prévisions et ont enregistré une progression annuelle de 3,5%. Ce résultat est pour l'essentiel le produit de la bonne tenue des recettes d'origine fiscale, les recettes non-fiscales sont restées quasiment au même niveau qu'en 2015.

1-1-1 Les recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont montées en 2016 à 64,8 milliards FDJ, contre 61,6 milliards FDJ en 2015, soit une hausse de 5,2% d'une année à l'autre ; le montant programmé dans la LFR 2016 était de 62,4 milliards FDJ.

Les impôts directs et indirects, atteignant respectivement 27,7 milliards FDJ et 32,2 milliards FDJ à fin 2016, ont progressé de 3,9% et de 3,4% respectivement par rapport à 2015, tout en dépassant les projections de la LFR. La bonne tenue des impôts sur les salaires et sur les sociétés expliquent à eux seuls la hausse des impôts directs.

De l'ordre de 4,8 milliards FDJ en 2016 contre 3,7 milliards FDJ en 2015, les autres recettes fiscales, tels que les droits d'enregistrement, les timbres et vignettes se sont accrus de 27,6% par rapport à l'année dernière et ont dépassé de 346 millions FDJ les montants prévus par la LFR.

Au terme de l'exercice 2016, les recettes fiscales ont représenté 66,1% des recettes intérieures contre 65,1% en 2015 et ont dégagé un surplus d'un peu plus de 2,4 milliards FDJ par rapport au montant projeté par la Loi de Finances.

1-1-2 Les recettes non fiscales

Après avoir atteint 33,1 milliards FDJ en 2015, les recettes non fiscales ont été arrêtées à 33,3 milliards FDJ à fin 2016 et n'ont ainsi progressé que de 0,5%, d'une année à l'autre. Projetées à 35,5 milliards FDJ par la LFR 2016, ces ressources ont été mobilisées à hauteur de 93,8%.

Se montant à 4,5 milliards FDJ, les recettes domaniales ont fait un bond de 37,2% par rapport à 2015, mais ont enregistré un faible taux de réalisation (55,4%) comparativement au niveau prévu par la LFR 2016. Les autres recettes, telles que les redevances sur les produits pétroliers et miniers, bien qu'en recul de 11,2% par rapport à 2015, ont tout de même dépassé de 20,6% les prévisions initiales pour l'année 2016.

Les loyers des bases militaires étrangères ont atteint 20,6 milliards FDJ en 2016 contre 18,3 milliards FDJ en 2015, soit une progression annuelle de 12,8% et un niveau de

réalisation de 99,9% du montant attendu dans la LFR. La base américaine a réglé une facture de 11,2 milliards FDJ en 2016, en hausse de 14,5% par rapport à 2015, sa contribution a représenté 54,3% du total des loyers perçus en 2016. La base française s'étant acquittée d'un loyer de 4,7 milliards FDJ, en hausse de 24,2% par rapport à 2015, a vu d'une année à l'autre sa contribution passer de 20,8% à 22,8% du total des loyers. Les contributions des bases japonaises, italiennes et chinoises se chiffrant, respectivement à 621 millions FDJ, 533 millions FDJ et 3,5 milliards FDJ en 2016, sont restées au même niveau qu'en 2015.

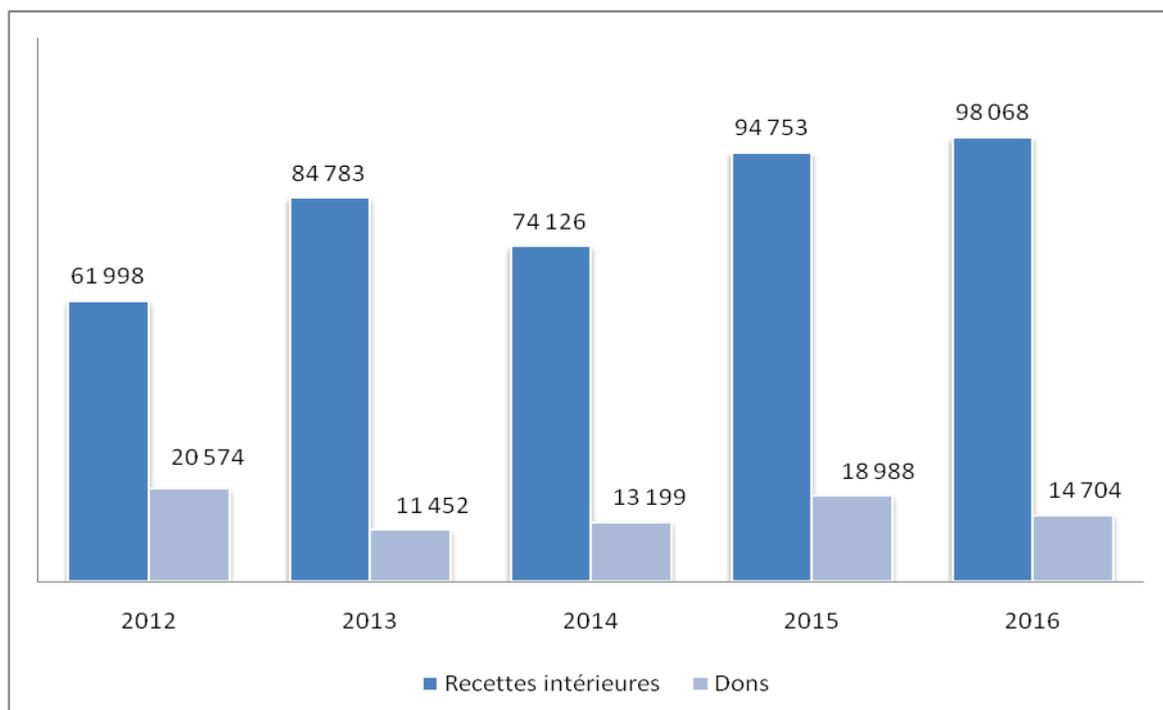
1-2 LES DONNS

Les dons officiels qui ont atteint 14.704 millions FDJ en 2016 contre 18.988 millions FDJ en 2015, ont enregistré un recul de 22,6% par rapport à l'année dernière, tout en restant en-deçà du montant (21.314 millions FDJ) visé par la LFR 2016.

Parmi ces dons, ceux affectés aux projets sociaux et aux investissements publics, ayant atteint 6.643 millions FDJ en 2016 contre 9.831 millions FDJ en 2015, sont en baisse de 32,4% et n'ont été collectés qu'à hauteur de 65,5% du montant prévu par la LFR 2016.

Les dons non-affectés aux projets ont, de leur côté, reculé de 9.157 millions FDJ en 2015 à 8.061 millions FDJ en 2016, une baisse de 11,9% au cours de la période et n'ont pas atteint les 11.174 millions FDJ ciblés par la LFR 2016.

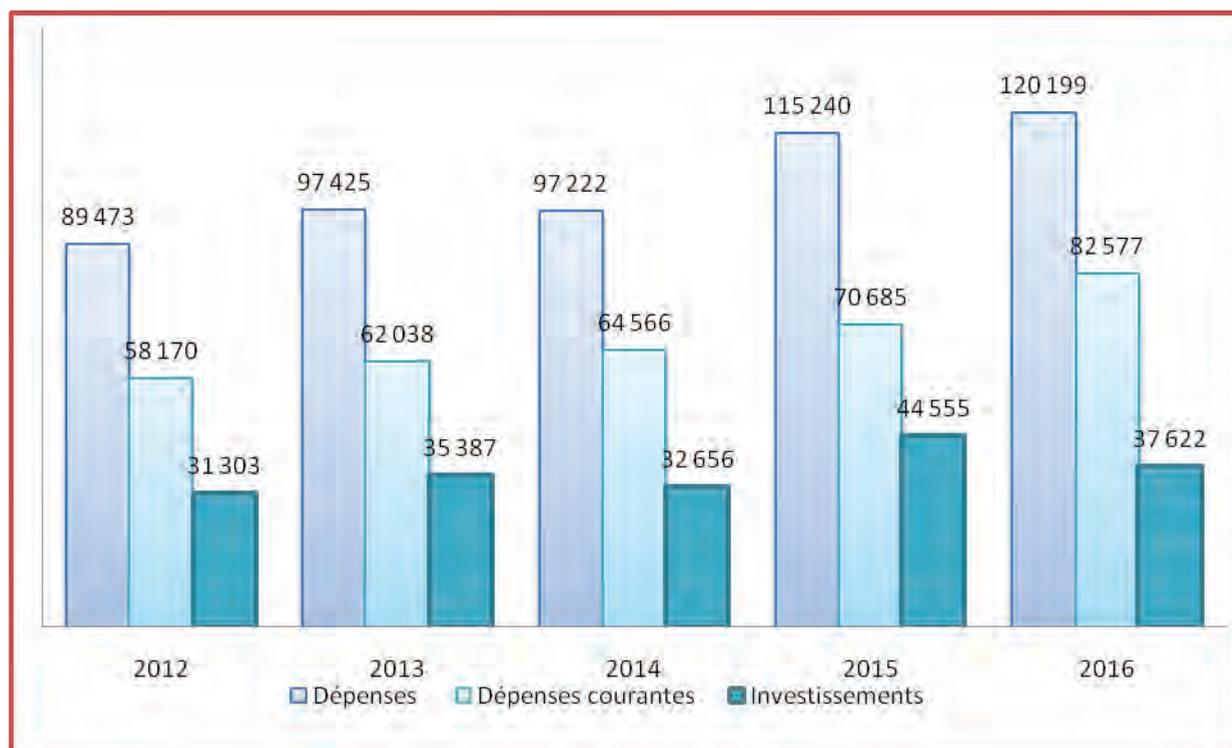
Évolution des recettes budgétaires et des dons en millions FDJ, 2012-2016



II - LES DEPENSES TOTALES

Au terme de l'exercice 2016, les dépenses de l'Etat ont atteint 120.199 millions FDJ, en léger dépassement des 118.970 millions FDJ de dépenses prévues dans la LFR 2016. Ces dépenses sont par ailleurs en hausse de 4,3% par rapport aux dépenses réalisées en 2015, sous l'effet essentiellement de l'accélération des dépenses courantes.

Evolution des dépenses : 2012 à 2016, en millions FDJ



2-1 LES DEPENSES COURANTES

Les dépenses courantes arrêtées, au terme de l'exercice 2016, à 82.577 millions FDJ contre 70.685 millions FDJ, se sont accrues de 16,8%, avec un léger dépassement de l'ordre de 1,2% du montant alloué par la LFR.

Le niveau des dépenses de salaires, avec un total de 31.071 millions FDJ en 2016 proche du montant prévu par la LFR 2016, est toutefois en augmentation de 11,9% par rapport à l'année précédente.

Les dépenses de matériels, ayant atteint 29.550 millions FDJ, sont en hausse de 28,5% par rapport à 2015 et ont dépassé les 27.701 millions FDJ prévus pour ce chapitre dans la LFR 2016. La montée des dépenses de matériels à des fins civiles (+30,3%) et des dépenses en direction de l'armée, dans une moindre mesure (+19,7%), expliquent cette évolution des dépenses de matériels. Les dépenses de l'armée sont, cependant, restées inférieures au montant budgétisé.

Les dépenses d'entretien, situées à 1.404 millions FDJ, ont augmenté de 6,4% en 2016, mais ont respecté la dotation allouée par la LFR 2016. Le poste des transferts s'étant chiffré à 16.122 millions FDJ, est resté très proche du montant budgétaire prévu, mais a tout de même augmenté de 3,9% par rapport à 2015. Les transferts en faveur des organisations internationales, des organismes publics, des bourses et de l'aide aux logements en direction des enseignants, expliquent essentiellement l'évolution de ce poste de dépenses.

2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

Les dépenses d'investissements ont atteint 37.622 millions FDJ en 2016, contre 44.555 millions FDJ en 2015, soit une baisse annuelle de 15,6%, avec un léger dépassement des objectifs d'investissements visés (37.363 millions FDJ) par la LFR 2016. Le recul des

investissements sur financement intérieur de 27,8% par rapport à 2015 explique essentiellement le repli des dépenses d'investissements, bien que l'intégralité des financements intérieurs programmée dans la LFR 2016, ait été mobilisée.

Les investissements sur ressources intérieures représentent toutefois 58,9% du total des dépenses d'investissements, illustrant bien l'implication et les efforts accrus, ces dernières années, du Gouvernement pour soutenir le développement du pays.

Les dépenses d'investissements sur financements extérieurs sont, pour leur part, passées de 13.851 millions FDJ à 15.449 entre 2015 et 2016, soit une progression annuelle de 11,5%. Les ressources extérieures collectées ont été supérieures de 1,7% au montant prévu par la LFR 2016.

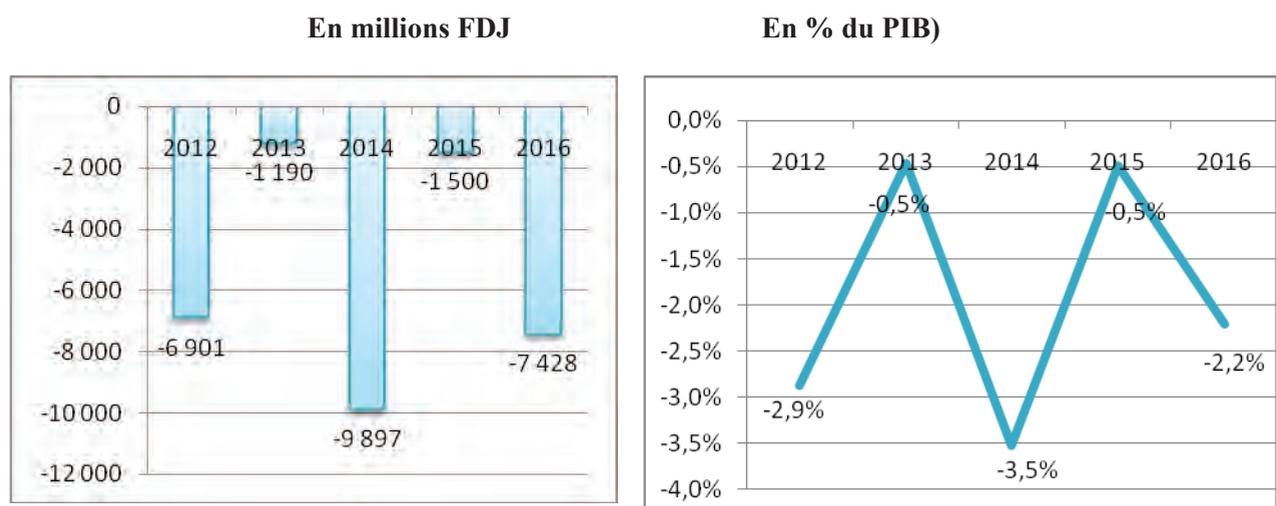
Les investissements financés sous forme de dons extérieurs ont régressé de 28,9% entre 2015 et 2016, alors que les investissements réalisés à travers des financements sous forme de prêts extérieurs ont fait un bond de 75,3% sur la même période.

III- LE SOLDE BUDGETAIRE

L'exécution budgétaire, au terme de l'exercice 2016, s'est soldée par un déficit de 2,2% du PIB sur base ordonnancements, contre un déficit de 0,5% en 2015 et de 3,5% en 2014. Sur base caisse, le déficit atteint -2,7% du PIB en 2016, contre -1,0 en 2015 et -4,1% en 2014.

Pour financer ce déficit, l'Etat a eu recours davantage à l'emprunt externe qu'interne en 2016. En effet, le montant mobilisé en interne s'est limité à 1.574 millions FDJ, représentant 18,5% des besoins en financement, alors que les emprunts extérieurs ont fourni 81,5% des emprunts publics, soit un montant de 6.927 millions FDJ. Ces emprunts extérieurs sont en progression de 174,5% par rapport à 2015.

Évolution du déficit global base ordonnancements, 2012-2016



Source : Ministère du Budget

CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

I - LA MONNAIE

L'année 2016 a été marquée par une décélération du taux de croissance de la masse monétaire M3 (+8,6% contre +18,6% en 2015). Ce faible accroissement de la masse monétaire provient à la fois du faible taux d'accroissement des avoirs extérieurs nets (+10,7% en 2016 contre +18,7% en 2015) et du crédit intérieur (+0,4% en 2016 contre +11% en 2015) et de l'augmentation des ressources non monétaires (-2,6% contre -0,3% une année auparavant) en lien avec l'accroissement des comptes de capital des banques commerciales.

1-1 LA MASSE MONETAIRE

La masse monétaire M3 s'est accrue en volume de 24.442 millions FDJ, soit +8,6%, passant de 284.363 millions FDJ en 2015 à 308.805 millions FDJ en 2016.

A l'exception de la baisse des dépôts à terme (-23,5%), la croissance de la masse monétaire est à la fois liée à la hausse de l'agrégat monétaire M1 (+17.757 millions FDJ) et de l'agrégat M2 (+4.193 millions FDJ). La croissance des dépôts en devises des résidents, passant de 113.849 millions FDJ en 2015 à 123.258 millions FDJ en 2016, ont également joué un rôle moteur dans la progression de l'agrégat M3.

Evolution de la masse monétaire, 2012-2016						
en millions FDJ						
Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Monnaie fiduciaire	22.029	24.752	27.296	30.816	32.918	6,8%
Dépôts à vue	58.800	74.544	80.678	101.538	117.193	15,4%
Agrégat M1	80.828	99.296	107.974	132.354	150.111	13,4%
Dépôts sur livrets	10.251	6.482	7.015	8.829	13.022	47,5%
Agrégats M2	91.079	105.778	114.989	141.183	163.133	15,5%
Dépôts à terme	23.862	23.812	24.292	29.331	22.414	-23,6%
Dépôts en devises	96.151	95.727	100.414	113.849	123.258	8,3%
M3 ou masse monétaire	211.092	225.317	239.695	284.363	308.805	8,6%

Source : BCD

1-1-1 L'agrégat M1

Entre 2015 et 2016, les disponibilités monétaires se sont accrues de 17.757 millions FDJ en lien avec la hausse de la circulation fiduciaire hors banques (+2.102 millions FDJ) et des dépôts à vue des résidents (+15.655 millions FDJ).

En termes de proportion, la part relative des dépôts à vue dans les disponibilités monétaires s'est légèrement accrue (38% en 2016 contre 35,7% en 2015) tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques a légèrement fléchi (10,7% contre 10,8% en 2015).

L'augmentation des dépôts à vue des résidents est due à la hausse des dépôts des particuliers (+37%) et des établissements publics (+1%) qui a compensé la baisse des dépôts des entreprises privées (-6,5%) sur la période sous revue.

1-1-2 L'agrégat M2

L'agrégat M2 s'est chiffré à 163.133 millions FDJ, contre 141.183 millions FDJ à fin décembre 2015, soit une hausse de 15,5%.

1-1-3 L'agrégat M3

Les dépôts à terme libellés en monnaie nationale (22.414 millions FDJ en 2016 contre 29.331 millions FDJ en 2015) ont baissé de 6.917 millions FDJ en raison de l'arrivée à échéance de certains bons de caisse.

Cependant, les dépôts libellés en devises étrangères ont augmenté de 8,3% en rapport avec la hausse des dépôts libellés en dollars US.

1-1-4 La vitesse de circulation de la monnaie (VCM)

La vitesse de circulation de la monnaie, définie comme étant le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal, est un indicateur qui permet de mesurer le risque d'inflation par la monnaie. Il s'est établi à 1,09 au terme de l'année 2016. On peut observer que la vitesse de circulation de la monnaie continue graduellement à diminuer depuis 2011 avant de connaître une légère hausse en 2016.

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
VCM	1,27	1,29	1,27	1,28	1,27	1,20	1,18	1,08	1,09

Source : BCD

1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

La tendance de l'année 2015 s'est poursuivie en 2016, avec des ampleurs plus ou moins importantes.

Ainsi, toutes les contreparties de la masse monétaire se sont inscrites en hausse à l'exception des autres postes nets.

Évolution des contreparties de la masse monétaire, 2012-2016						
en millions FDJ						
Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
A. Avoirs Extérieurs nets	144.593	182.934	179.628	213.292	236.231	10,7%
B. Crédits intérieurs	90.838	92.738	98.749	109.629	110.128	0,5%
Créances nettes sur l'État	16.451	8.906	5.881	6.652	8.713	31,0%
Créances sur les entreprises publiques	4.685	3.262	5.400	9.364	9.925	6,0%
Crédits au secteur privé	69.702	80.570	87.468	93.613	91.490	-2,3%
Total A+B	235.431	275.672	278.377	322.921	346.359	7,3%
Solde des éléments non monétaires	-24.340	-50.356	-38.682	-38.559	-37.554	-2,6%
Total des contreparties de la masse monétaire	211.091	225.316	239.695	284.362	308.805	8,6%

Source : BCD

1-2-1 Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont poursuivi leur tendance à la hausse en s'établissant à 236.231 millions FDJ en 2016, contre 213.292 millions FDJ un an auparavant, soit +10,8%. La part relative des avoirs extérieurs nets dans la masse monétaire s'est accrue de 1,5 point, d'une année à l'autre.

Avoirs et engagements extérieurs nets du système bancaire , 2014-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Avoirs ext. bruts des autorités monétaires	67.690	63.020	70.586	12,0%
Engagements extérieurs des autorités mon.	-6.322	-5.670	-5.231	-7,7%
Avoirs extérieurs nets des aut. mon.	61.368	57.350	65.355	14,0%
Avoirs extérieurs bruts des banques	160.543	205.677	211.489	2,8%
Engagements extérieurs des banques	-42.283	-49.735	-40.613	-18,3%
Avoirs extérieurs nets des banques	118.260	155.942	170.876	9,6%
Total des avoirs extérieurs nets	179.628	213.292	236.231	10,8%

Source : BCD

1-2-1-1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES AUTORITES MONETAIRES

Les avoirs extérieurs nets des autorités monétaires ont marqué une reprise de 14% au terme de l'année 2016, après la baisse constatée sur l'exercice 2015.

Cette bonne performance s'explique par l'accumulation des dépôts à l'étranger de la Banque Centrale qui sont passés de 61.318 millions FDJ en 2015 à 69.155 millions FDJ en 2016, soit une progression de 13%.

Avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires, 2015-2016			
en millions FDJ			
Composantes	2015	2016	Var. 2016/15
Dépôts à vue à l'étranger	61.318	69.155	12,8%
Caisse en devises	29	23	-20,7%
Comptes FMI	1.672	1.408	-15,8%
Total	63.020	70.586	12%

Source : BCD

Parallèlement à la hausse des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale, les réserves internationales nettes (RIN) se sont établies à 4.267 millions FDJ en 2016 contre 2.353 millions FDJ en 2015, correspondant à une accumulation en volume de 1.914 millions FDJ.

	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Réserves Internationales Nettes	6.291	2.353	4.267	81,3%

Source : BCD

Par conséquent, le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est établi à 106,8% en décembre 2016, contre 106,5% en décembre 2015.

	2014	2015	2016	Var 2016/2015
Taux de couverture de la circulation fiduciaire	110%	106,5%	106,8%	0,28%

Source : BCD

Cependant, les engagements extérieurs des autorités monétaires matérialisés par le recours au crédit FMI de l'Etat ont noté une réduction de l'ordre de 7,7%, suite aux remboursements réguliers des engagements de l'Etat.

1-2-1-2 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES BANQUES

Les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont enregistré une croissance de 9,6%, après avoir augmenté de 31,8% en 2015. Les avoirs extérieurs bruts des banques commerciales constitués principalement par les placements des banques chez leurs correspondants ont atteint 211.489 millions FDJ en 2016, contre 205.677 millions FDJ en 2015, soit une accumulation en volume de 5.812 millions FDJ.

Les engagements extérieurs des banques commerciales, composés principalement des dépôts des banques et des clients non résidents, ont enregistré une baisse de 18,3% entre décembre 2015 et décembre 2016, expliquant en grande partie la hausse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales de la place.

Engagements extérieurs des banques commerciales, 2014-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Correspondants passif	24.139	31.646	26.120	-17,4%
Dépôts à vue des non-résidents	13.887	14.682	10.608	-27,7%
Dépôts à terme des non résidents	3.900	3.069	2.966	-3.3%
Emprunts&Titres participatifs	357	338	500	77,5%
Divers passif	-	-	419	100%
Total	42.283	49.735	40.613	-18,3

Source : BCD

1-2-2 Les crédits intérieurs

Les crédits intérieurs se sont accrus à un rythme décéléré par rapport à l'exercice précédent (+0,5% en 2016 contre +11% l'exercice précédent), en liaison notamment avec le recul des concours en direction du secteur privé (-2,3% en 2016).

Les créances nettes sur l'Etat et les créances sur les entreprises publiques ont enregistré une hausse respective de 31% et de 6% entre décembre 2015 et décembre 2016.

1-2-2-1 LES CREDITS A L'ECONOMIE

Constituant 92,1% du total des crédits intérieurs, la contraction des crédits à l'économie au terme de l'année 2016 s'explique par le recul des concours orientés vers les entreprises privées et les particuliers. En effet, les créances allouées aux entreprises privées et aux entrepreneurs individuels sont passées de 79.042 millions FDJ en 2015 à 76.050 millions FDJ en 2016.

1-2-2-2 LES CREANCES NETTES SUR L'ETAT – POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT (PNG)

En 2016, les créances nettes sur l'Etat se sont alourdies de 2.059 millions FDJ. Cette hausse est intégralement expliquée par l'augmentation des créances de l'Etat auprès des banques commerciales qui sont passées de 6.653 millions FDJ en 2015 à 8.712 millions FDJ en 2016.

Par contre au niveau des autorités monétaires, l'Etat reste globalement crédeur de 4.006 millions FDJ à la fin de l'exercice 2016 après avoir enregistré un solde crédeur de 2.606 millions FDJ sur l'exercice précédent.

Créances nettes sur l'Etat, 2013-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2013	2014	2015	2016
Créances des autorités monétaires	6.765	6.302	5.665	5.190
Dépôts de l'Etat à la BCD	-6.906	-10.043	-8.271	-9.196
Créances nettes des autorités monétaires	-141	-3.741	-2.606	-4.006
Créances des banques	5.390	5.641	6.243	9.182
Dépôts de l'Etat auprès des banques	-1.160	-835	-1.801	-1.281
Créances nettes des banques	4.230	4.806	4.442	7.901
Dépôts à vue auprès du Trésor	4.920	4.920	4.920	4.920
Total des créances de l'Etat	12.155	11.943	11.908	14.372
Total des dépôts de l'Etat	8.066	-10.878	-10.072	-10.477
Traites des douanes	-103	-103	-103	-103
Position nette de l'Etat	8.906	5.882	6.653	8.712

Source : BCD

II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Le total des bilans consolidés des établissements de crédit en activité s'est accru de 5,2% passant de 343.737 millions FDJ en 2015 à 361.621 millions FDJ en 2016. Cette progression est essentiellement expliquée, d'une part, par l'accroissement des dépôts (+6,8%) et la consolidation des fonds propres (+14,8%) et, d'autre part, par le renforcement du financement bancaire de l'économie, avec un encours nets de crédit, passé de 91.002 millions FDJ en 2015 à 93.079 millions FDJ en 2016. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie (y compris le hors bilan) s'est établi à 36% en 2016 alors qu'il représentait 39,8% en 2015.

2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

2-2-1 Les emplois

Représentant 80,7% du total des emplois des banques en activité, les opérations interbancaires et les crédits à la clientèle ont continué leur tendance haussière en atteignant 291.995 millions FDJ en 2016 contre 280.878 millions FDJ un an auparavant.

Malgré une décélération de leur taux de croissance sur l'exercice 2016, les opérations interbancaires ont atteint 198.916 millions FDJ en 2016 contre 189.876 millions FDJ en 2015, témoignant de la forte liquidité du marché interbancaire.

La rubrique « Créances sur le Trésor&BCD », constituée principalement des comptes ordinaires des banques commerciales auprès des autorités monétaires, a été marquée par une hausse importante de 27,9 % en 2016 par rapport à l'augmentation de 1,4% constatée en 2015. Les établissements de crédit ont poursuivi leur politique de proximité de la clientèle avec l'ouverture de nouvelles agences dans la capitale et dans les régions de l'intérieur. Cependant, la rubrique « divers » qui regroupe les opérations en suspens et les opérations de la caisse ont noté une régression de 2,7% d'une année à l'autre.

Emplois des banques en activité, 2014-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Opérations interbancaires	156.063	189.876	198.916	4,8%
Créances sur le Trésor & BCD	23.982	24.323	31.110	27,9%
Crédits à la clientèle	82.836	91.002	93.079	2,3%
Immobilisations	7.888	7.735	8.562	10,7%
Divers	27.269	30.801	29.954	-2,7%
Total	298.038	343.737	361.621	5,2%

Source : BCD

2-2-2 Les ressources

L'encours global des dépôts bancaires, toutes monnaies et termes confondus, s'est accru de 6,8%, atteignant 284.600 millions FDJ, après un accroissement de 18,3% en 2015.

Outre les ressources du Trésor Public et des établissements de crédit qui ont connu un recul respectif de 53% et de 13,6%, les établissements de crédit ont continué à renforcer les niveaux de leurs capitaux propres (+3.873 millions FDJ entre décembre 2015 et décembre 2016), en raison de la bonne performance réalisée par le secteur bancaire d'une part et du respect du cadre réglementaire national d'autre part.

Atteignant 10,48% en 2016, le ratio « fonds propres/total des dépôts » a enregistré une hausse de 73 points de base, comparativement à son niveau (9,75%) de 2015.

Ressources des banques en activité, 2014-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2014	2015	2016	Var. en % 2016/15
Dépôts du Trésor	3.948	5.659	2.657	-53,0%
Opérations interbancaires	28.701	34.286	29.610	-13,6%
Dépôts de la clientèle	225.265	266.378	284.600	6,8%
Fonds propres	23.341	25.977	29.850	14,9%
Divers	16.784	11.436	14.904	30,3%
Total	298.039	343.736	361.621	5,2%

Source : BCD

2-2-3 Les dépôts selon la nature

Les dépôts à vue, en s'établissant à 190.996 millions FDJ, correspondent à 67% du volume total des dépôts bancaires. Aussi, cette prédominance structurelle des dépôts à vue a enregistré une amélioration de 8,5% au cours de l'année sous revue.

Dépôts auprès des banques selon la nature, 2014-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Comptes à vue	140.819	175.957	190.996	8,5%
Comptes sur livrets	17.007	17.904	32.272	80,3%
Comptes à terme	40.163	47.624	56.293	18,2%
Bons de caisse	27.276	24.895	5.040	-79,8%
Total	225.266	266.380	284.600	6,8%

Source : BCD

D'une année à l'autre, les dépôts sur livrets et à terme se sont respectivement accrus de 80,3% et de 18,2% en raison de la hausse de la rémunération sur ces comptes. Cependant, les bons de caisse ont connu une forte contraction de près de 80% entre décembre 2015 et décembre 2016, suite au non renouvellement d'un contrat arrivé à échéance au cours du 2^{ème} trimestre 2016. De ce fait, le montant du contrat correspondant à 20 milliards FDJ, a été transféré vers les comptes à vue.

2-2-4 Les dépôts selon les devises et les différentes catégories de déposants

Comme en 2015, les dépôts sont dominés par ceux des sociétés privées et des entreprises individuelles. Ces ressources ont atteint 123.059 millions FDJ sur la période sous revue contre 131.563 millions FDJ un an auparavant, soit un recul de 6,5%. Par contre, il

convient de relever que les dépôts des ménages et des entreprises publiques ont respectivement progressé de 37,2% et de 1% en 2016.

Dépôts auprès des banques par catégorie de déposants, 2014-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Entreprises et Ets publics	23.822	36.339	36.688	1,0%
Sociétés et entreprises individuelles	114.318	131.563	123.059	-6,5%
Particuliers	65.102	69.793	95.782	37,2%
Divers	22.024	28.683	29.071	1,4%
Total	225.265	266.378	284.600	6,8%

Source : BCD

Selon la monnaie de constitution, les dépôts restent dominés par ceux libellés en FDJ, suivi de ceux détenus en Dollars US. Les dépôts en Dollars US connaissent une croissance continue. Ces derniers sont passés de 86.604 millions FDJ à 106.468 millions FDJ entre 2014 et 2016.

Cette situation s'explique non seulement par le taux de change fixe entre la monnaie nationale et le Dollar US, mais aussi par la préférence des commerçants à détenir des Dollars US pour les besoins de leurs commerces avec la zone dollar (Pays du golfe).

Ainsi, les dépôts libellés en FDJ et en Dollars US ont représenté, respectivement, 53,7% et 37,4% du total des ressources drainées par les banques de la place.

S'établissant à 8,8% du total des ressources collectées, les dépôts libellés en « Autres devises » ont continué leur tendance à la baisse, reculant à 25.068 millions FDJ en 2016, contre 28.398 millions FDJ en 2015.

Dépôts auprès des banques selon les devises, 2014-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Francs Djibouti	109.395	136.151	153.064	12,4%
Dollars US	86.604	101.829	106.468	4,6%
Autres devises	29.267	28.398	25.068	-11,7%
Total	225.266	266378	284.600	6,8%

Source : BCD

2-2-5 L'évolution de la rémunération des dépôts

La croissance des ressources à terme collectées par le secteur bancaire a tiré profit des conditions de rémunération meilleures proposées par les établissements de crédit.

En effet, le taux de rémunération a fortement haussé de +0,75% pour l'ensemble des agents économiques, au terme de l'année 2016.

En termes de structure des comptes, les conditions de taux pratiqués par les banques se sont améliorées pour les dépôts sur livrets des particuliers, tandis que la rémunération offerte pour les comptes sur livrets détenus par les entreprises a baissé de 63 points de base entre décembre 2015 et décembre 2016.

Aussi, la rémunération proposée sur les dépôts à terme des particuliers et des entreprises a, respectivement, été marquée par une hausse de 1,31% et de 1,53% durant l'exercice 2016.

Par contre, les taux appliqués sur les bons de caisse ont montré une certaine stabilité à 0,73% entre décembre 2015 et décembre 2016.

III – LES CONCOURS BANCAIRES

L'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 121.361 millions FDJ, en baisse de 0,7% par rapport à l'année précédente. Le ratio des crédits à l'économie sur le PIB a légèrement baissé à 36%, après avoir atteint 39,8% en 2015.

Ce ratio de crédit par rapport au PIB demeure faible et s'explique par la persistance des facteurs structurels qui freinent le potentiel de développement du secteur financier. Il s'agit d'une part, du faible accès aux services financiers de la population adulte estimé à 25% en 2016 et, d'autre part, des coûts d'exploitation et d'octroi de crédits relativement élevés des banques.

Le crédit à l'économie en 2016 demeure prédominé par le crédit à décaissement établi à 93.079 millions FDJ, soit 77% du total. La différence concerne le crédit d'engagement.

L'augmentation du crédit au bilan, ou le crédit à décaissement, a concerné essentiellement les crédits à court terme (+3,8%). Les crédits à moyen et long terme demeurent stables entre 2015 et 2016, après avoir connu une hausse de 27,2% entre 2014 et 2015.

Par contre, l'encours des engagements par signature a enregistré un recul de 9,4%, passant de 31.218 millions FDJ en 2015 à 28.282 millions FDJ en 2016.

La dégradation de la qualité du portefeuille de crédit s'est stabilisée au terme de l'année 2016 où elle a constitué 20,3% du total des crédits bancaires (engagements par signature inclus).

Les créances douteuses brutes sont passées, en volume, de 23.558 millions FDJ en décembre 2015 à 24.650 millions FDJ en décembre 2016, soit une augmentation de 1,09 milliard FDJ, d'une année à l'autre.

En même temps, les provisions se sont appréciées, avec un taux de couverture de 61,7%, soit 6,7% de plus par rapport à son niveau de l'année dernière.

3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

D'une année à l'autre, les crédits à court-terme se sont accrus de 3,8%, passant de 49.895 millions FDJ en 2015 à 51.771 millions FDJ en 2016. Cette prépondérance des crédits à court terme s'explique par l'aversion des banques aux risques élevés, auxquels sont liés

les prêts à moyen et long terme. La part des crédits à court terme dans le total des crédits distribués, excepté les engagements en hors-bilan, a légèrement progressé, s'établissant à 55,6% contre 54,8% une année auparavant.

Les crédits à moyen terme ont enregistré une augmentation en volume de 4.302 millions FDJ, passant de 18.484 millions FDJ en 2015 à 22.783 millions FDJ sur la période observée. Par conséquent, la part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits a poursuivi sa progression, passant de 20,3% à 24,5% sur la période observée.

Évolution des engagements selon la durée, 2014-2016				
en millions FDJ				
Composantes	2014	2015	2016	Var 2016/15
Crédits à court terme	50.530	49.895	51.771	3,8%
Crédits à moyen et long terme	32.306	41.108	41.308	0,5%
Total bilan	82.836	91.003	93.079	2,3%
Hors Bilan	32.946	31.218	28.282	-9,4%
Total Général	115.782	122.221	121.361	-0,7%

Source : BCD

Les financements à long terme (18.522 millions FDJ en 2016 contre 22.765 millions FDJ une année auparavant) ont noté une contraction de 4.104 millions FDJ, expliquée principalement par le ralentissement des crédits à l'équipement (-2.549 millions FDJ entre décembre 2015 et décembre 2016).

3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

La structure des crédits accordés à l'économie en Francs Djibouti est demeurée la plus importante, atteignant 67.170 millions FDJ en décembre 2016, après avoir réalisé 64.194 millions FDJ l'exercice précédent, soit une amélioration en volume de 2.976 millions FDJ. En termes de proportion, les crédits libellés en Francs Djibouti ont représenté 72,2% du total de l'encours global des crédits.

Evolution des engagements globaux selon les devises, 2014-2016			
en millions FDJ			
Composantes	2014	2015	2016
Francs Djibouti	60.622	64.194	67.170
Dollars US	21.093	26.606	24.554
Autres devises	1.121	202	1.355
Total	82 836	91.002	93.079

Source : BCD

Les concours bancaires libellés en Dollars US ont légèrement fléchi de 26,1% au profit des concours libellés en « autres devises » qui ont vu leur niveau s'accroître de 1.153 millions FDJ entre décembre 2015 et décembre 2016.

Evolution des engagements par agent économique, 2013-2016					
en millions FDJ					
Agents économiques	2013	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Entreprises et Ets publics	2.742	5.318	9.961	12.639	26,9%
Stés et entrep. individuels	76.807	80.527	79.042	76.050	-3,8%
Particuliers	19.838	22.252	22.326	21.186	-5,1%
Divers	5.411	7.686	10.892	11.486	5,5%
Total	104.798	115.782	122.221	121.361	-0,7%

Source : BCD

Les crédits à l'économie ont été octroyés à hauteur de 62,7% aux sociétés et entrepreneurs individuels, de 17,4% aux particuliers et de 10,4% aux entreprises et établissements publics.

En termes de variation, les concours alloués aux sociétés privées et aux particuliers ont enregistré une baisse respective de 3,8% et de 5,1% au terme de l'année 2016.

Par contre, les concours aux entreprises publiques ont réalisé une hausse annuelle en volume de 2.678 millions FDJ. Notons que 4.189 millions FDJ des crédits octroyés aux entreprises publiques sont destinés à la construction de logements sociaux, alors que 5.451 millions FDJ sont destinés au financement de l'équipement des entreprises publiques.

3-3 NOMBRE D'EMPRUNTEURS

L'enquête sur l'accès aux services financiers menés par la Banque Centrale a montré que le nombre d'emprunteurs a significativement augmenté sur la période sous revue. Il atteint 42.202 unités en 2016 contre 35.938, une année plutôt.

3-4 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

Au terme de l'année 2016, il est observé une baisse de la marge de l'ensemble des coûts du crédit aussi bien pour les particuliers (10,88% contre 11,74% en 2015), que pour les entreprises (11,39% contre 11,52% en 2015).

- Les particuliers

Les particuliers ont bénéficié d'une baisse des conditions moyennes pratiquées sur les crédits de trésorerie (12% en 2016 contre 13,25% en 2015) et les crédits immobiliers (8,63% en 2016 contre 8,71% à la fin de l'exercice 2016).

Cependant les taux sur les prêts aux personnels sont restés inchangés à 12%.

- Les entreprises et entrepreneurs privés

Les entreprises et entrepreneurs privés ont également bénéficié de conditions plus favorables notamment pour les crédits à court terme (9,9% en 2016 contre 10,4% en 2015).

Les taux débiteurs appliqués sur les découverts ont baissé de 10,39% en 2015 à 10,33% en 2016, tandis que les taux sur les crédits à moyen et long terme ont diminué de 11,27% à 11,23%, d'une année à l'autre.

Les taux appliqués sur « l'escompte » sont restés constants tout au long de l'année.

CHAPITRE –III- LE SECTEUR EXTERIEUR

I– LA BALANCE DES PAIEMENTS

1-1 LE COMPTE COURANT

A la fin de l'année 2016, le solde du compte courant de la république de Djibouti a affiché un déficit de 30.218 millions FDJ, équivalent à 9% du PIB. Cette dégradation moins soutenue que l'année précédente des transactions courantes provient de l'effet conjugué d'une contraction des soldes des postes excédentaires des services, des revenus et des transferts courants et du poids important du déficit de la balance commerciale.

Balance des paiements, 2014-2016				
en millions FDJ				
	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Compte des transactions courantes	-40.857	-53.612	-30.218	23.394
Biens	-94.968	-130.969	-100.621	30.348
Exportations, fab	22.955	23.740	24.703	963
Importations, fab	-117.923 ¹	-154.709 ¹	-125.324	29.385
Services et Revenus (net)	37.197	45.223	39.072	-6.151
Crédit	75.232	88.556	81.005	-7.551
Débit	-38.035	-43.333	-41.933	1.400
Transferts courants	16.914	32.134	31.331	-803
Administrations publiques	17.874	28.004	29.291	1.287
Autres secteurs	-960	4.130	2.040	-2.090
Autres	0	0	0	0
Compte de capital	11.510	8.474	6.020	-2.454
Administration publique	11.510	8.474	6.020	-2.454
Transferts des migrants	0	0	0	0
Acquisitions & cessions actifs non financiers, non produits	0	0	0	0
Compte des opérations financières	68.175	56.464	44.669	-11.795
Investissements directs	27.191	22.037	28.435	6.398
Investissements de portefeuille	0	0	0	0
Autres investissements	15.568	29.831	23.799	-6.032
Avoirs de réserves	25.416	4.596	-7.565	-12.161
Erreurs et omissions	-38.828	-11.326	-20.471	-9.145

Source : BCD

¹ Suite à la mise en place du nouveau logiciel Eurotrace, la DISED, institution nationale chargée de produire et de diffuser les statistiques du commerce extérieur du pays, a procédé à une révision des données des importations locales de 2013 à 2015.

Compte des transactions courantes, 2014-2016				
en millions FDJ				
	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Biens	-94.968	-130.969	-100.621	30.348
Services	33.393	39.952	36.669	-3.283
Revenus	3.804	5.271	2.403	-2.868
Transferts courants	16.914	32.134	31.331	-803
Total balance courante	-40.857	-53.612	-30.218	23.394
Taux de couverture	19,5%	15,3%	19,7%	

Source : BCD

1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

Le solde déficitaire des échanges de biens de l'année 2016 s'est contracté de 23% en s'établissant à 100.621 millions FDJ, contre 130.969 millions FDJ en 2015. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 19,7%, en hausse de 4 points de base par rapport à 2015.

Estimés à 125.324 millions FDJ en 2016, les biens importés par les résidents Djiboutiens se sont repliés de 19% en comparaison à leur niveau de l'année dernière. Cette diminution des quantités importées durant l'année sous revue s'explique essentiellement par l'arrivée à terme de certains grands projets d'infrastructures entrepris au cours des dernières années.

Les exportations, pour leur part, ont connu une progression de 4% environ pour s'établir à 24.703 millions FDJ. Cette évolution résulte essentiellement des recettes tirées sur les ventes de produits auprès des navires étrangers accostant au port de Djibouti et les produits halieutiques vendus à l'étranger.

Balance des biens, 2014-2016				
en millions FDJ				
	2014	2015	2016	Var. en % 2016/15
Exportations, fab	22.955	23.740	24.703	4,1%
Importations, fab	-117.923	-154.709	-125.324	-19%
Balance commerciale	-94.968	-130.969	-100.621	-23,2%

Source : BCD

1-3 LA BALANCE DES SERVICES

L'excédent des services s'est contracté de 8,3%, passant de 39.952 millions FDJ en 2015 à 36.669 millions FDJ en 2016. Cette évolution s'explique par un accroissement des

dépenses combiné à une diminution des recettes au niveau des postes « Transports », « Communications » et « Autres services ».

En effet, les échanges de services de transports de 2016, ont totalisé un solde positif de 362 millions FDJ en diminution de 3.964 millions FDJ par rapport à son niveau de 2015. Le solde déficitaire des transports maritimes s'est creusé de 54% courant l'année 2016, et ce, en raison de la baisse significative enregistrée au niveau des recettes. Par contre, le transport aérien et celui des autres transports ont enregistré des soldes excédentaires respectifs de 1.820 millions FDJ et 6.420 millions FDJ.

L'amélioration du solde excédentaire des voyages s'est amplifié en 2016 et totalise un montant de 1.770 millions FDJ en progression de 32,4% en variation annuelle. Cet accroissement provient de l'augmentation des sommes dépensées par les touristes étrangers.

Contrairement aux années précédentes, le solde excédentaire des services de communications s'est légèrement replié de 6,7% entre 2015 et 2016. Cette contre performance n'est pas imputable à une chute des recettes tirées sur les consommations de téléphone et d'internet des non résidents installés à Djibouti, mais à une hausse des redevances réglées aux sociétés de télécommunications étrangères.

Les services des administrations publiques représentent les dépenses de consommation des différents contingents militaires étrangers, des ambassades et organisations internationales installés à Djibouti et des pensions de retraites payées par la France aux anciens combattants et à leurs familles.

Au terme de l'année 2016, cette rubrique a enregistré un montant excédentaire de 35.895 millions FDJ, contre 35.948 millions FDJ en 2015, soit un léger recul de 0,2%.

Soldes des échanges de services, 2014-2016				
en millions FDJ				
	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Transports	5.464	4.326	362	-3.964
Voyages	580	1.337	1.770	433
Communications	2.608	3.461	3.230	-231
Services d'assurance	-3.887	-4.265	-3.353	912
Autres services	-1.130	-855	-1.235	-380
Administrations publiques	29.758	35.948	35.895	-53
Total	33.393	39.952	36.669	-3.283

Source : BCD

1-4 LA BALANCE DES REVENUS

Les revenus comprennent, d'une part, les revenus du travail et, d'autre part, les revenus de capitaux. Ces derniers englobent les produits des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres placements.

En 2016, les revenus des facteurs ont dégagé un solde positif de 2.403 millions FDJ en diminution significative de 54,5% par rapport à leur niveau de l'année précédente.

Le surplus structurel généré par le revenu du travail provenant des salaires versés aux résidents locaux par les organismes internationaux et les représentations diplomatiques, a connu une quasi stabilité, passant de 4.969 millions FDJ en 2015 à 4.986 millions FDJ en 2016.

Par contre, le solde des revenus des investissements a fortement chuté de 2.868 millions FDJ en totalisant un montant de -2.583 millions FDJ courant 2016. Cette situation s'explique par la hausse des paiements des intérêts de la dette extérieure des établissements publics et de l'administration centrale auprès de leurs créanciers respectifs.

Soldes des revenus, 2014-2016				
en millions FDJ				
	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Rémunération des salariés	4.832	4.969	4.986	17
Revenus des investissements	-1.028	302	-2.583	-2.885
Total	3.804	5.271	2.403	-2.868

Source : BCD

1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

La rubrique des transferts courants se caractérise, structurellement, par un solde excédentaire qui constitue la première source de financement de la balance des paiements. Le solde des transferts courants a atteint 31.331 millions FDJ en 2016, soit une légère baisse de 803 millions FDJ par rapport à 2015. Cette évolution provient exclusivement du repli du solde excédentaire des autres secteurs.

Transferts courants, 2014-2016				
en millions FDJ				
	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Administrations publiques	17.874	28.004	29.291	1.287
Autres secteurs	-960	4.130	2.040	-2.090
Total	16.914	32.134	31.331	-803

Source : BCD

1-6 LE COMPTE DE CAPITAL

En 2016, le compte de capital enregistre un excédent de 6.020 millions FDJ, après 8.474 millions FDJ en 2015. Cette régression de ce solde s'explique par les faibles montants de

dons reçus des différents bailleurs de fonds étrangers. Ces ressources ont servi à financer les nombreux projets d'investissements publics du pays.

1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le compte financier retrace les opérations de transferts d'actifs financiers entre les résidents de la république de Djibouti et les non résidents. Il s'agit de crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et, de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents de Djibouti et non résidents.

Les mouvements de capitaux entre résidents et non-résidents ont enregistré des entrées nettes de 44.669 millions FDJ en 2016, contre 56.464 millions FDJ l'année précédente. Le repli du volume des autres investissements du pays explique la contraction du solde excédentaire du compte financier.

En effet, le flux net des autres investissements est passé de 29.831 millions FDJ en 2015 à 23.799 millions en 2016, soit un repli de 6.032 millions FDJ.

Compte d'opérations financières, 2014-2016				
	en millions FDJ			
	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Investissements directs	27.191	22.037	28.435	6.398
Investissements de portefeuille	0	0	0	0
Autres investissements	15.568	29.831	23.799	-6.032
Avoirs de réserves	25.416	4.596	-7.565	-12.161
Total opérations financières	68.175	56.464	44.669	-11.795

Source : BCD

S'agissant des investissements directs étrangers entrants à Djibouti, ils ont significativement haussé de 29%, passant de 22.037 millions FDJ en 2015 à 28.435 millions FDJ en 2016. Cet afflux des capitaux étrangers confirme les opportunités qu'offre notre économie, notamment dans les secteurs de transports, logistiques et financiers.

II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au terme de l'année 2016, la Position Extérieure Globale (PEG) de la république de Djibouti a enregistré un solde net débiteur de 231.355 millions FDJ, en augmentation de 40% en comparaison à son niveau de l'année précédente. La progression significative de l'endettement net des résidents vis-à-vis de l'étranger provient de la hausse soutenue des engagements extérieurs notamment au niveau des investissements directs étrangers, de la dette extérieure des entreprises publiques et des emprunts des banques commerciales.

Position extérieure globale, 2015-2016			
en millions FDJ			
Composantes	2015	2016	Var. 2016/15
Investissements directs	-191.660	-212.860	11,1%
Avoirs	0	0	-
Engagements	- 191.660	- 212.860	11,1%
Autres investissements			
Avoirs	229.467	247.954	8,1%
- Prêts	126.849	119.351	-5,9%
- Monnaies et dépôts	102.618	128.603	25,4%
Engagements	266.218	333.743	25,4%
- Prêts	221.479	301.084	36%
- Monnaies et dépôts	44.739	32.659	-27%
Avoirs de réserves	63.167	67.294	6,6%
Position nette	-165.244	-231.355	40%

Source : BCD

Première rubrique de la PEG en termes d'avoirs et d'engagements, le poste des « Autres investissements » a affiché à fin 2016 une position nette débitrice de 85.789 millions FDJ, soit en hausse de 133%. Les engagements de cette rubrique ont augmenté de 23% tandis que le montant des avoirs n'a évolué que de 8% durant la période sous revue. Cette situation résulte de la hausse observée au niveau des engagements extérieurs des banques commerciales de la place (+91%) et du stock des prêts extérieurs des entreprises publiques (+61%) finançant les projets de construction de l'adduction en eau potable, du chemin de fer et des nouveaux ports.

Les investissements directs étrangers entrants dans l'économie nationale ont totalisé, pour leur part, un volume de 212.860 millions FDJ en 2016, contre 191.660 millions FDJ en 2015. L'amélioration continue du climat des affaires, la stabilité politique du pays au niveau régional et les nombreux avantages qu'offre le Code des Investissements attirent davantage d'hommes d'affaires prospectant de nouvelles opportunités.

Les avoirs de réserves, de leur côté, ont enregistré une position nette créditrice de 67.294 millions FDJ, en augmentation de 6,5% par rapport à 2015. Cet accroissement du niveau des avoirs de réserves est exclusivement imputable à la consolidation de la position de réserve au FMI en dépit de la légère contraction des réserves des devises à l'étranger détenue par la Banque Centrale de Djibouti.

III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

3-1 L'ENCOURS DE LA DETTE

A fin 2016, le stock de la dette extérieure de la république de Djibouti a totalisé un montant de 289.245 millions FDJ, en hausse de 37,2% en comparaison à son niveau de 2015. Cette évolution moins soutenue que l'année dernière provient de l'accroissement significatif de l'encours de la dette bilatérale, notamment les prêts consentis aux entreprises publiques.

Le ratio de la dette publique sur le PIB, quantifiant le niveau d'endettement national, fait apparaître un taux de 86% en progression de 18 points de base par rapport à son niveau de 2015.

Evolution de la dette extérieure et à garantie publique par type de coopération, 2015-2016					
en millions FDJ					
Désignation	2015		2016		Var. 2016/15 en %
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	
Etat	87.472	100	90.745	100	3,8
Coopération bilatérale	30.366	34,8	35.007	38,6	15,3
Coopération multilatérale	57.106	65,2	55.738	61,4	-2,4
Entreprises publiques	123.433	100	198.500	100	60,9
Coopération bilatérale	96.078	77,8	163.575	82,4	70,3
Coopération multilatérale	27.355	22,2	34.925	17,6	27,7
Encours total	210.905	100	289.245	100	37,2
Coopération bilatérale	126.444	60	198.582	68,7	57,1
Coopération multilatérale	84.461	40	90.663	31,3	7,4

Source : Direction de la dette publique - Ministère du Budget

Pour la deuxième année consécutive dans l'histoire du pays, les fonds empruntés auprès des bailleurs bilatéraux ont enregistré un volume beaucoup plus conséquent que celui de la dette multilatérale. En effet, ils se sont situés au cours de l'année 2016 à 198.582 millions FDJ, contre 126.444 millions FDJ l'année précédente, soit une hausse de 57%.

Cette évolution résulte essentiellement de la progression importante de l'encours de la dette bilatérale des entreprises publiques (+70%), le stock des créanciers bilatéraux de l'Etat ayant enregistré, de leur côté, une hausse de 15%.

Par ordre d'importance, les deux principaux pays prêteurs de ces fonds sont la Chine et l'Arabie Saoudite et ces ressources ont servi à financer les grands projets d'infrastructures dans les secteurs du transport, de l'énergie et de l'eau.

Quant au stock de la dette d'origine multilatérale, il s'est légèrement renforcé en termes de poids dans l'encours global, passant de 22% en 2015 à 31% en 2016. En volume, il s'est établi à 90.663 millions FDJ en 2016, contre 84.461 millions FDJ en 2015, soit une variation annuelle de 7% environ. Cette évolution s'explique par la hausse observée au niveau des tirages effectués par les entreprises publiques auprès des organismes financiers internationaux, notamment la Banque Islamique de Développement (+212%) et le Fonds Arabe de Développement Economique et Social (+25%).

3-2 LE SERVICE DE LA DETTE

Les remboursements effectués au titre du service de la dette extérieure de l'année 2016 ont enregistré une augmentation significative de 23%, après une légère variation de 0,7% au cours de l'année passée. Ils se sont établis à 10.344 millions FDJ au cours de l'année sous revue, contre 8.389 millions FDJ en 2015.

Composantes du service de la dette publique extérieure, 2014-2016				
en millions FDJ				
	2014	2015	2016	Var. 2016/15 en %
Intérêts	1.716	2.568	4.684	82,4
Etat	892	1.747	3.807	118
Entreprises publiques	824	821	877	6,9
Amortissements	6.617	5.821	5.660	-2,8
Etat	3.924	3.183	3.018	-5,2
Entreprises publiques	2.693	2.638	2.642	0,2
Service de la dette extérieure	8.333	8.389	10.344	23,3

Source : Direction de la dette publique du Ministère du Budget

En termes de soutenabilité du service de la dette, les ratios « Service de la dette/recettes d'exportations des biens et services et Service de la dette/recettes budgétaires propres » se sont situés à 8% et 11% en deçà des seuils de référence fixés par les organismes internationaux.

Le montant de l'amortissement du principal totalise à lui seul un volume de 5.660 millions FDJ en 2016, contre 5.821 millions FDJ en 2015, soit un léger recul de 3%. Les intérêts de la dette extérieure du pays, pour leur part, ont connu une progression exponentielle de 82%, passant de 2.568 millions FDJ en 2015 à 4.684 millions FDJ en 2016. Ce sont

essentiellement les charges d'intérêts réglées par l'Etat qui ont fortement contribué à cette évolution.

Les paiements du service de la dette des entreprises publiques se sont établis à 3.519 millions FDJ en 2016, contre 3.459 millions FDJ en 2015, soit une sensible hausse de 1,8%. Cette évolution s'explique par la stabilité du volume du principal remboursé d'une année à l'autre, alors que le montant des intérêts payés n'a augmenté que de 7% entre les deux périodes.

Quant au service de la dette extérieure réglé par l'Administration Centrale, il a enregistré un accroissement significatif de 38,5%, passant de 4.930 millions FDJ en 2015 à 6.825 millions FDJ en 2016. Cette situation est attribuable exclusivement à la forte augmentation des intérêts payés (+118%), la part du principal remboursé par l'Etat ayant reculé de 5%.

TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

I- LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE

En application de la loi n°118/AN/11/6^{ème} L portant Statuts de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), les organes de la Banque Centrale s'établissent comme suit :

1-1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque Centrale, qui exerce ses fonctions régaliennes, conformément à l'article 39 des statuts arrêtant ses attributions. Il est composé du Gouverneur et de six administrateurs nommés par Décret Présidentiel, en fonction de leurs compétences et expériences en matière économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Au cours de l'exercice 2016, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale a tenu quatre réunions qui ont, notamment porté sur l'analyse et l'approbation des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2015, sur l'exécution du budget 2015 et les prévisions budgétaires de l'année 2016.

Le Conseil d'Administration a, par ailleurs, examiné et approuvé le rapport annuel de la Banque Centrale pour l'exercice 2015, ainsi que le rapport d'audit externe de l'année 2015 réalisé par le Cabinet Ernst&Young. Le Conseil a également passé en revue les projets de réforme des textes réglementaires de la Banque Centrale et pris connaissance des procès-verbaux des réunions du Comité d'Audit de la Banque Centrale.

1-2 DIRECTION

La direction est investie des pouvoirs les plus étendus d'administration, de décision et de contrôle. Le Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, M. Ahmed Osman, assure la gestion opérationnelle et fonctionnelle de la BCD. Le Gouverneur préside le Conseil d'administration, prépare et met en œuvre ses décisions ; il nomme aux emplois de la BCD et la représente vis-à-vis des tiers.

La mise en œuvre des décisions de la Direction est appliquée par les Responsables des Services.

1-3 ORGANES DE CONTROLE

Les organes de contrôle de la Banque Centrale sont :

- Comité d'audit ;
- Contrôle interne ;
- Auditeurs externes.

Le Comité d'audit est composé de trois membres non exécutifs du Conseil d'Administration. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil d'Administration dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

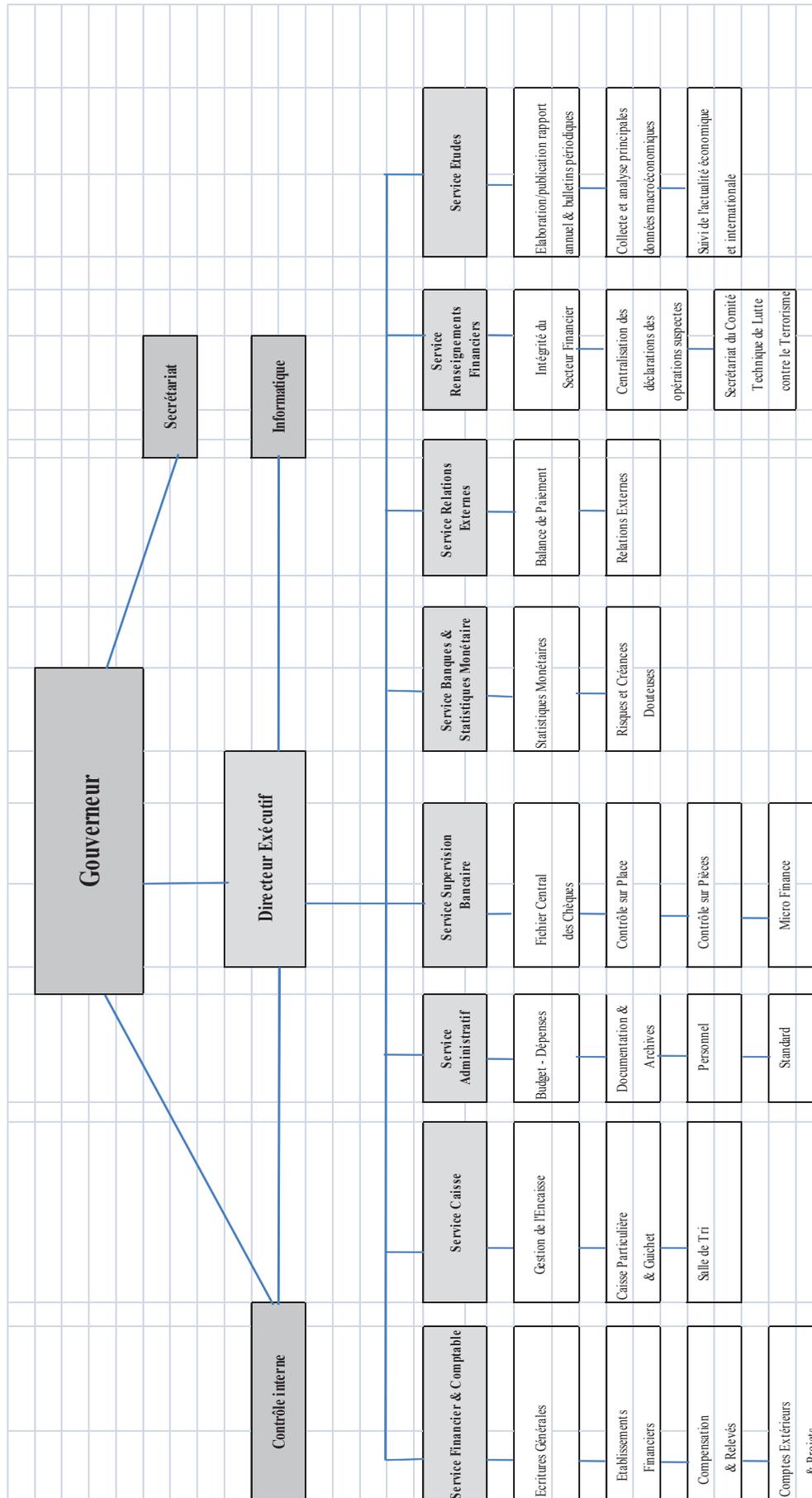
Au cours de l'exercice 2016, le Comité d'Audit a accompli sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. Cette dernière indique les pouvoirs et les responsabilités dudit Comité vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi que du contrôle interne et des auditeurs externes.

Ainsi, le Comité d’audit a tenu trois réunions, dont deux étaient en rapport avec le suivi des recommandations de l’audit externe et une relative au dispositif de contrôle interne de la Banque Centrale.

De leur côté, les contrôleurs internes ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence, conformément aux Statuts de la Banque Centrale et aux Normes Internationales d’Audit. Le dispositif de contrôle interne de la Banque Centrale se résume aux contrôles fiduciaires et comptables.

L’audit externe a été effectué par le Cabinet Ernst&Young. Cet audit a concerné la situation financière au 31 décembre 2016, l’état du résultat global, l’état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l’exercice clos à cette date. Les états financiers audités de la Banque Centrale, ainsi que la Lettre d’opinion des auditeurs sont repris en annexe du présent rapport.

ORGANIGRAMME DE LA BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI – 2016



II- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

2-1 EFFECTIF

L'effectif du personnel de la Banque Centrale s'est légèrement accru, passant de 61 à 62 agents. La multiplication des activités de la Banque Centrale et la forte expansion actuelle du secteur financier, tant en nombre d'opérateurs qu'en diversification des produits financiers, requièrent du personnel qualifié et compétent.

Catégorie	2015			2016		
	H	F	Total	H	F	Total
Cadre supérieur	14	8	22	13	8	21
Cadre moyen	4	5	9	4	5	9
Agent	14	16	30	14	18	32
Total	32	29	61	31	31	62

Source : BCD

2-2 FORMATION PROFESSIONNELLE

Afin d'assurer le renforcement des capacités et le dynamisme de son personnel, la Banque Centrale poursuit son programme de formation et s'est donnée le moyen de faire participer son personnel à des séminaires, cours et ateliers organisés sur place et/ou à l'étranger, dans divers domaines pour un meilleur perfectionnement.

En interne, des formations et des missions d'assistance techniques ont été octroyées dans les domaines suivants :

- Statistiques Monétaires : en octobre 2016, ce département a bénéficié d'une assistance technique du Fonds Monétaire International sur les statistiques monétaires et financières. L'objet de cette mission est d'aider le service à élaborer ses statistiques en conformité avec la méthodologie présentée dans le Manuel des statistiques monétaires et financières et à assurer leur diffusion selon les normes reconnues internationalement (SGDD, NSDD).
- Renseignements Financiers : au mois de novembre, deux cadres supérieurs de ce département ont participé à un atelier sur le blanchiment d'argent présenté par Interpol à l'Académie de Police à Nagad.
- Supervision Bancaire : courant octobre, le personnel de ce département a bénéficié d'une assistance technique du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour le Moyen-Orient (METAC). Cette mission a permis de revoir le cadre réglementaire et de supervision des banques conventionnelles.

A l'étranger, des cadres de différents départements de la banque ont suivi les formations suivantes :

- un cadre a suivi des cours sur la résolution de la restructuration bancaire à l'Institut du FMI au Koweït ;
- un cadre a participé à des cours sur la cotation des entreprises et évaluation du risque de crédit à l'institut de la Banque de France à Paris ;
- un cadre a bénéficié d'une formation sur la supervision bancaire basée sur les risques conjointement organisée par le FMI et l'Institut de la Banque de France, à Paris ;
- un cadre a participé à un atelier sur la réglementation de la micro finance à l'Institut Monétaire du COMESA à Nairobi ;
- un cadre a participé à un atelier sur la méthode d'élaboration des statistiques de balance des paiements, organisé par l'Institut du FMI à Dakar ;
- un cadre a participé à un atelier sur la comptabilité budgétaire, organisé conjointement par la BCEAO et la Banque de France à Dakar ;
- un cadre a participé à une formation sur la modélisation et la prévision macroéconomique, organisé par l'Institut monétaire du COMESA à Nairobi ;
- deux cadres ont participé à des cours sur la gestion de monnaie et banques des pays africains, programme de formation de la Chine ;
- un cadre a suivi une formation sur les modèles de systèmes d'alertes précoces pour le contrôle bancaire, organisé par l'Institut monétaire du COMESA à Nairobi ;
- un cadre a suivi un cours sur la programmation macro prudentielle, organisé par l'Institut du FMI à Washington ;
- un cadre a suivi une formation organisée par l'Institut monétaire du COMESA à Nairobi. Ce même cadre a participé à un séminaire organisé par le FMI sur l'évaluation des sauvegardes pour les banques centrales à Pretoria ;
- deux cadres ont participé à un atelier portant sur le lancement de projets d'amélioration des statistiques du secteur extérieur, organisé par l'Institut de formation pour l'Afrique/FMI à l'Ile Maurice ;
- un cadre a suivi une formation portant sur le programme international en leadership et développement des compétences en gestion, organisé par l'ENAP au Québec ;
- un cadre a suivi une formation sur le diagnostic macro économique organisé par l'Institut du FMI au Koweït ;
- Et enfin un cadre a suivi un atelier sur l'introduction aux statistiques monétaires et financières organisé par le FMI à Pretoria.

III- LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE

3-1 LE MOUVEMENT GENERAL DU SERVICE CAISSE

Activités de la salle de tri, 2015-2016							
en milliers FDJ							
Billets	Nombre de coupures validées		Nombre de coupures annulées		Nombre de coupures triées		Taux de récupération
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	
500	-	-	-	-	-	-	-
1.000	209 000	282 000	252 000	326 000	461 000	608 000	46%
2.000	466 000	678 000	468 000	493 000	934 000	1 171 000	58%
5.000	6 727 000	9 084 000	1 435 000	2 498 000	8 162 000	11 582 000	79%
10.000	8 466 000	13 348 000	1 872 000	2 377 000	10 338 000	15 725 000	85%
Total	15 868 000	23 392 000	4 027 000	5 694 000	19 895 000	29 086 000	81%

Source : BCD

En matière de récupération, le billet de 10.000 FDJ conserve la meilleure place avec un taux de réutilisation de 85%.

Récupérés respectivement à 79% et 58%, les billets de 5.000 FDJ et de 2.000 FDJ sont en bon état, tandis que la coupure de 1.000 FDJ, avec un taux de récupération de 46 % seulement, demeure le billet le plus utilisé.

3-2 Les billets émis

Billets émis neufs et valides, 2014-2016			
en nombre de paquets de 1.000 billets			
Coupures	2014	2015	2016
500 FDJ	0	0	0
1 000 FDJ	201	367	498
2 000 FDJ	786	855	1 449
5 000 FDJ	1 189	1 383	2 434
10 000 FDJ	1 232	1 974	3 642

Source : BCD

Le billet de 10.000 FDJ est le plus demandé par le public en 2016, avec une progression annuelle de 85%. La demande de billets de 5.000 FDJ a connu une forte croissance de près de 76% sur la même période. Le billet de 2.000 FDJ a enregistré une accélération de sa demande en hausse de plus de 69%.

IV- DIFFUSION DES STATISTIQUES MONETAIRES

Conformément à l'article 13 de la Loi n°118/AN/11/6^{ème} L, le Service Banques & Statistiques Monétaires établit une situation mensuelle détaillée de la masse monétaire, de la circulation fiduciaire et de leurs contreparties en transmettant dans la foulée ces

principaux indicateurs au Fonds Monétaire International, par le biais du système de correspondance intégré (SCI).

Le service publie également, sur la base des principaux agrégats monétaires, les statistiques monétaires mensuelles sous forme d'un bulletin et contribue à l'élaboration du rapport annuel de la Banque Centrale.

A la demande de la Banque Centrale, le service Banques & Statistiques monétaires a bénéficié du 1^{er} au 13 octobre 2016 d'une assistance technique du Fonds Monétaire International (FMI) sur les statistiques monétaires et financières. L'objet de cette assistance technique est d'aider le service à élaborer ses statistiques en conformité avec la méthodologie présentée dans le Manuel des statistiques monétaires et financières et à assurer leur diffusion selon les normes reconnues internationalement (SGDD, NSDD).

Outre les statistiques monétaires, le service centralise dans un Fichier Central des Risques, tous les concours consentis par les établissements bancaires à leur clientèle, d'un montant supérieur ou égal à 3 millions FDJ. Le service a entrepris une réforme du Fichier Central des Risques Bancaires tel que l'abaissement des seuils déclaratifs, l'élargissement des modes et des supports déclaratifs.

Ce nouveau système permettra aux établissements de crédit de disposer d'un meilleur outil pour suivre l'information relative aux encours de la clientèle bancaire, notamment par un accès en temps réel à la Centrale des Risques de la Banque Centrale.

Aussi, et conformément à l'instruction n°2011-07 sur la déclaration des créances douteuses, le service centralise, sur une base trimestrielle, la liste nominative des créances (bilan) et des engagements d'un montant unitaire brut supérieur ou égal à 1 million FDJ. Pour mieux restituer aux banques la liste des débiteurs défaillants centralisés, le service a procédé à la modernisation de sa Centrale des créances douteuses et litigieuses avec un consultant national. Le nouveau dispositif fournit aux établissements de crédit une information complète sur les débiteurs défaillants (garanties disponibles, etc.) et constitue aussi un outil d'analyse aux superviseurs de la Banque Centrale.

Le Service participe également à l'ensemble des projets de textes menés par l'Institut d'émission, notamment le projet de modernisation du système d'information de crédit (SIC). Ces textes avaient fait l'objet d'un débat devant la commission des lois de l'Assemblée Nationale avant leur promulgation à la fin du mois de juillet 2016 par le Président de la République.

Le service a mené en mars 2016 son enquête annuelle auprès des banques et des institutions de micro-finance sur l'accès aux services financiers de la population adulte.

En matière de renforcement des capacités techniques, le Chef de service a participé en mai 2016 à une formation sur l'économétrie et les techniques statistiques pour les superviseurs bancaires, organisée par l'Institut monétaire du COMESA à Nairobi au Kenya.

V- ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Le Service Comptable et Financier est chargé de la comptabilité générale de la BCD et des comptes de tiers (comptes des banques commerciales, FMI, projets, etc.)

Il assure également la tenue des comptes de l'Etat, notamment celui du Trésor National et enregistre l'ensemble des opérations courantes, à savoir :

- les prélèvements des espèces destinés aux Comptables Publics,

- les encaissements des chèques détenus par le Trésor,
- les recouvrements des traites ou autres effets souscrits par/ou tirés sur les assujettis,
- l'acheminement des virements interbancaires émis en couverture de la dette publique intérieure (traitements des salaires, règlements des subventions et factures),
- l'exécution des transferts de fonds en direction de l'étranger (ambassades, bourses des étudiants à l'étranger, remboursement des dettes extérieures, etc.).

Par ailleurs, le Service Comptable et Financier est chargé de la gestion des réserves officielles de change, constituées par les contreparties de la monnaie en circulation, de ses engagements envers les tiers (Banques et Etat essentiellement) et de ses fonds propres. Les avoirs à l'étranger sont ainsi conservés sous forme de dépôts à vue à la Banque de France, à la Citibank – New York et à la Federal Reserve Bank of New York.

Le tableau ci-dessous relate les différentes activités du service au cours des 2 dernières années :

Activités du service comptable et financier, 2015-2016			
en millions FDJ			
	2015	2015	Var. 2016/15
Virements interbancaires	73.448	58.472	-20,4 %
Transferts émis par le Trésor / Etat	37.409	24.900	-33,4 %
Transferts reçus par le Trésor / Etat	31.727	52.177	64,5%
Transferts émis par les Banques	108.002	134.646	24,7 %
Transferts reçus par les Banques	98.877	120.823	22,2 %
Compensation	230.360	219.429	-4,7 %
Encaissement chèques Trésor/Etat	42.216	45.913	8,8 %
TOTAL	622.041	656.360	5,5 %

Source : BCD

Durant l'exercice 2016, l'activité du service a connu une légère hausse de 5,5% par rapport à 2015.

Les postes ayant connu une variation significative au cours de cette période sont les virements interbancaires et transferts émis par les comptes du Trésor en baisse respectivement de 20,4% et de 33,4%, tandis que les transferts reçus par les comptes du Trésor sont en hausse de 64,5% par rapport à 2015.

Les transferts émis par les banques ont enregistré une hausse de 27 milliards FDJ par rapport à l'année dernière et les transferts reçus ont augmenté de 22 milliards FDJ durant la même période.

La chambre de compensation connaît aussi une légère baisse de son activité de -4.7% et les encaissements de chèques enregistrent une légère hausse de 8,8% par rapport à 2015.

Depuis le début de l'exercice 2016, des ouvertures de crédits documentaires ont été effectuées à hauteur de 1,8 milliards FDJ, principalement en faveur de l'Office de la Géothermie (355 millions FDJ), la Police Nationale (194 millions FDJ), la Gendarmerie Nationale (168 millions FDJ), l'Hôpital Peltier (162 millions FDJ), l'Imprimerie Nationale (184 millions FDJ), la CAMME (195 millions FDJ), le Ministère de l'Équipement et des Transports (106 millions FDJ), l'Université de Djibouti (145 millions FDJ) et du CRIPEN (83 millions FDJ).

Par ailleurs, dans le cadre d'une nouvelle ligne de crédit de 15,13 millions USD, octroyée par l'Exim Bank of India à la Cimenterie d'Ali-Sabieh, deux lettres de crédit ont été ouvertes à hauteur de 8 millions USD en faveur de Saboo Engineers et de 5,5 millions USD pour la Société Seftech India.

VI-SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (SRF)

6-1 ORGANISATION

Le SRF, logé au sein de la BCD, fonctionne avec deux personnes, dont le chef du service et partage les ressources matérielles de la banque. Au cours de 2015 un cadre a rejoint le SRF et un renforcement de ses moyens est attendu, notamment un espace dédié afin de mettre en exergue sa spécificité par rapport aux autres services de la BCD. Durant l'année 2016, le Chef du service a par ailleurs dirigé le service de la supervision bancaire.

Un plan d'action triennal (2014-2017), élaboré pour renforcer la performance du SRF, a été poursuivi au cours de l'année 2016. La plupart des cibles du plan d'action restent à atteindre, notamment en 2017.

6-2 REVUE DU DISPOSITIF DE LBC-FT

Face à un environnement en perpétuel changement, la problématique de la lutte contre le blanchiment nécessite un effort constant pour préserver les capacités nationales dans ce domaine. De plus, le contexte international a été marqué par une complication des procédures et un mouvement de fermeture des relations avec les banques des pays en développement par les correspondants.

Dans un tel contexte, le SRF s'est principalement attelé à une revue générale du dispositif anti-blanchiment des institutions financières, afin de redresser leur situation dans ce domaine et d'améliorer leur image à l'international.

Des efforts notables d'adaptation des dispositifs aux obligations de LCB-FT ont été observés depuis l'entrée en vigueur de la loi anti-blanchiment dans le secteur financier. Il est opportun de dresser le bilan des actions entreprises par le SRF et définir, par la suite, un programme de renforcement et de développement des outils efficaces, afin de rehausser le niveau de surveillance et de vigilance du secteur financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, notamment :

- Revue des textes en vigueur : la loi anti-blanchiment des capitaux en 2011 ;

- Élaboration d'une classification des risques de LCB-FT adaptée aux activités et aux risques encourus ;
- Mise en œuvre de l'approche par les risques en vue notamment d'adapter les vigilances aux relations d'affaires présentant un risque élevé ;
- Mise en place de dispositifs centralisés d'analyse des anomalies et de déclaration des opérations au SRF.

Des améliorations des dispositifs LCB-FT adressées aux banques et aux auxiliaires financiers ont porté notamment sur les points suivants :

- Établissement de la classification et des profils de risques ;
- Gouvernance du dispositif de LCB-FT et échanges d'informations ;
- Dispositif de déclaration de soupçon ;
- Dispositifs de contrôles permanent et périodique ;
- Formation et information du personnel.

Des contrôles thématiques ont été effectués auprès des auxiliaires financiers et des banques. A l'issue de ces travaux, des rapports définitifs et les suites données à ces contrôles ont permis de relever des faiblesses et de définir des axes d'améliorations. Les insuffisances relevées concernent, notamment :

- Les modalités de gouvernance par les maisons mère de groupe, les dispositifs de contrôle interne et de LCB-FT ;
- L'organisation du dispositif LCB-FT ;
- Les dispositifs de contrôles permanent et périodique ;
- Les déclarations de soupçon.

6-3 ATELIER SUR LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX À NAGAD ORGANISÉ PAR INTERPOL (26-30 NOVEMBRE 2016)

Un atelier de formation pour les praticiens des agences nationales impliquées dans la lutte contre le blanchiment des capitaux a été organisé par la Police Nationale en novembre 2016. Organisé en collaboration avec Interpol, ce séminaire s'est déroulé à l'académie de police de Nagad.

La BCD, représentée par le SRF, a pris part aux travaux de cet atelier, aux côtés des représentants de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale, de la douane et du Parquet de Djibouti.

Plusieurs thèmes ont été présentés par des experts d'Interpol portant sur les normes du GAFI, sur la définition de LCB-FT. M. Philippe de Koster, expert belge et président de CTIF-CIF belge, a partagé son expérience en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux. Il a présenté le rôle de la cellule de renseignements financiers belge qui est de type judiciaire.

Il a également abordé un thème sur la coopération internationale en matière de LCB-FT et un autre sur le contrôle du transport transfrontalier du cash.

Suite à cette présentation, Mme Fathia Mohamed Farah a également partagé l'expérience de Djibouti en matière de LCB-FT. Elle a d'abord présenté les deux lois concernant respectivement la loi anti-blanchiment et la Loi sur le financement du terrorisme. Elle a ensuite procédé à exposer le rôle de la cellule de renseignement financier « SRF ».

M. Dimitrios Souxes « senior Project manager » a procédé également à la présentation d'Interpol.

L'objectif de ce séminaire était de renforcer la coopération interdépartementale dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de sensibiliser les parties prenantes afin de réactiver les organes compétents.

6-4 PERSPECTIVES

L'agenda du SRF prévoit pour l'exercice 2017 la réalisation des principales cibles du plan d'action élaboré pour son renforcement. La principale cible concerne l'adhésion de Djibouti au groupe régional MENAGAFI. Pour faciliter l'atteinte de cet objectif, une assistance technique du FMI devra être mobilisée et, dans le même temps, une revue du dispositif national et un redressement de la situation des institutions financières devront être entrepris courant 2017.

Plan d'action pour le SRF				
Lacunes	Mesures préconisées	Agenda	Parties	Statut
Développement lent	Soutien de haut niveau du cadre LBC-FT	2014-2015	Nationale	En cours
Confusion avec structures BCD et absence d'autonomie	<ul style="list-style-type: none"> Revue des dispositions légales et réglementaires Allouer un espace et des ressources dédiés (locaux et recrutements supplémentaires (2 à 3 cadres) 	2014-2015 Le plus tôt possible	Nationale	En cours
Absence d'adhésion aux groupes régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Procéder à la revue du dispositif LBC-FT des banques en collaboration avec le Service de la Supervision Adhésion à un groupe régional (MENAGAFI) 	2016-2017	Nationale (SRF/BCD) Nationale - Comesa	En cours
Absence de formalisation des dossiers au parquet	Amélioration des opérations du SRF (analyse, rapports)	2014-2015	Nationale	En cours
Absence de système informatique propre	Mise en œuvre d'une informatique spécifique	2015-2017	Nationale-Comesa	En cours

VII- SERVICE RELATIONS EXTERIEURES

Depuis sa création en 2009, le Service des Relations Extérieures (SRE) fonctionne avec un effectif réduit. En plus du responsable, le SER dispose d'un cadre moyen et d'un agent.

Sa mission première consiste à la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion des statistiques de deux agrégats à savoir :

- La balance des paiements qui est un document statistique retraçant sous une forme comptable l'ensemble d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents, au cours d'une période déterminée (mois, trimestre ou année). Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs, autres investissements et avoirs de réserve),
- La position extérieure globale qui retrace à une date déterminée (généralement l'année), l'ensemble des créances et des engagements des résidents vis-à-vis des non-résidents. Elle fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs Djiboutiens.

En plus de sa mission principale, le SRE peut assister la direction de la banque sur toutes les questions d'ordre économiques et/ou monétaires. Il participe également à la rédaction du rapport annuel de la BCD.

En 2016, le SRE a effectué les tâches suivantes :

- La collecte, la compilation et l'analyse de la balance des paiements de l'année 2015,
- Le renforcement du dispositif juridique de la collecte des données de la balance et de la position extérieure globale, par la mise en place d'une circulaire,
- L'établissement de la balance des paiements prévisionnelle de l'année 2016,
- La mise à jour et la transmission du rapport annuel sur les régimes et les restrictions de change de Djibouti au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI,
- La confection et la mise à jour des statistiques du commerce des services,
- Dans le cadre de la politique de convergence macroéconomique des membres, la transmission des données définitives de l'année 2015 et celles préliminaires de 2016 à l'Institut Monétaire du COMESA.

Le Chef de service a pris part à la formation sur les statistiques de balance des paiements (MBP6) qui s'est tenue à Dakar (Sénégal) du 07 au 18 mars 2016.

Il a également participé, en avril 2016, à l'atelier sur la modélisation et les prévisions macroéconomiques organisé conjointement par la Banque d'Angleterre et l'Institut Monétaire du COMESA à Nairobi (Kenya).

Le Chef de Service et un cadre du SRE ont assisté à l'Ile Maurice, du 29 août au 02 septembre 2016, à un atelier organisé par le FMI sur l'amélioration des statistiques du secteur extérieur.

VIII- LA SUPERVISION BANCAIRE

8-1 ORGANISATION

Le Service de la Supervision Bancaire (SSB) a pour mission principale la supervision de toutes les activités financières pratiquées sur le territoire national. Cette mission consiste à exercer un contrôle permanent des institutions financières ainsi que de leurs activités.

Le SSB se répartit en pôle de contrôle permanent et en pôle de contrôle sur place et couvre un ensemble de 34 institutions financières en activité. Le pôle de contrôle sur pièces est chargé de l'élaboration des textes législatifs et réglementaires contribuant à régir l'activité des banques, établissements et auxiliaires financiers. Il instruit les demandes d'agrément, assure le suivi de l'état-civil des établissements assujettis et des modifications d'actionnariat. Il assure la surveillance individuelle permanente des établissements agréés. Le pôle de contrôle sur place assure les contrôles généraux et les contrôles thématiques ou transversaux des établissements de crédits. Ce pôle examine notamment la qualité des risques, analyse la situation financière des entités contrôlées et évalue le dispositif de contrôle interne.

8-2 ACTIVITÉS DE LA SUPERVISION BANCAIRE

1. Agréments et autorisations

Le processus d'agrément des institutions financières et de leurs dirigeants est suivi par le SSB. Cet exercice couvre aussi bien les demandes de création que de changement de toute nature d'institutions déjà existantes. Au cours de l'exercice 2016, le SSB a instruit les dossiers d'agrément de deux nouvelles institutions bancaires (Commercial Bank of Ethiopia et Silkroad International Bank) et un projet de changement de statut d'agence en banque à part entière avec le siège social à Djibouti (Saba African Bank).

Les dossiers traités ont également concerné la nomination de deux dirigeants responsables d'établissements de crédit et l'agrément de commissaires aux comptes.

2. Activités de contrôle

Le contrôle permanent est effectué par le SSB sur la base des états normés transmis par les établissements assujettis. L'exploitation de ces informations ont permis d'évaluer les acteurs du secteur financier. Afin de compléter l'analyse de la situation de chacun des établissements, le service organise des réunions bilatérales avec leurs principaux responsables et chaque entretien individuel donne lieu à des mesures correctrices et à des lettres de suite pour en assurer le suivi.

La montée en puissance des capacités de la supervision a ainsi permis de structurer ses activités et accentuer son emprise sur le secteur financier. Tous les établissements font l'objet d'une fiche d'analyse trimestrielle, synthétisant leur situation par zone de risques, consolidée par une évaluation annuelle.

Le bilan opérationnel du contrôle permanent au titre de l'année 2016 se résume comme suit :

Nombre d'établissements ayant fait l'objet d'une évaluation de rapport annuel	10
Nombre de réunions d'information avec les directions d'établissement relatives à leur situation générale	13

S'appuyant sur le travail d'analyse du contrôle permanent, le pôle de contrôle périodique a mené en 2016 plusieurs missions d'inspection sur place des établissements assujettis. Ces missions programmées en fonction de leur priorité, ont permis de confirmer ou de compléter les évaluations issues du contrôle permanent. Ces missions ont été dépêchées

auprès de deux banques, deux auxiliaires financiers et de la CPECD. Ce bilan est complété par une réunion d'information, tenue avec les dirigeants de banques sur les orientations et perspectives de développement de leurs établissements.

3. Coopération internationale et évènements professionnels

Dans le cadre du développement du secteur financier, la BCD cherche à renforcer ses capacités en tissant des relations de coopération avec d'autres régulateurs. Une nouvelle convention de coopération et d'échange d'informations entre superviseurs est en cours de discussions avec la banque centrale tanzanienne.

Le service de la supervision participe depuis 2013 aux réunions annuelles du Groupe des Superviseurs Francophones.

En mai 2016, le service a également pris part à la réunion du Comité directeur du Centre Régional d'Assistance Technique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (METAC) basé à Beyrouth. Cette première participation fait suite à l'adhésion à part entière de la BCD au METAC.

Dans le domaine de la Finance islamique, le SSB a participé activement à l'organisation du Forum Africain de la Finance Islamique destiné à promouvoir le développement de la finance islamique sur le continent.

Le SSB a fourni un appui technique à la mise en place du Comité National de la Charia créé fin 2015 au sein de la BCD. Ce Comité composé de cinq membres a pour mission d'aviser et d'informer la BCD de la conformité des produits financiers et des procédures de fonctionnement des institutions financières islamiques établies à Djibouti.

Vis-à-vis des partenaires internationaux, le SSB est le principal service technique de la BCD, en relation avec les institutions financières internationales dans la conduite notamment des projets de réformes. A ce titre, les principaux projets qui ont occupé l'agenda du SSB sont les suivants :

- le renforcement du cadre réglementaire, avec la refonte de deux instructions majeures dont une sur la comptabilisation, le provisionnement et à la déclaration de créances douteuses et une sur la composition des fonds propres et l'élaboration d'une nouvelle instruction sur les personnes apparentées ;
- la mise en place d'un fonds de garantie partielle pour les PME/PMI destiné à renforcer l'accès aux crédits ;
- la modernisation des infrastructures financières à travers les projets de loi sur le système national de paiement et le système de centralisation des informations du crédit.

4. Gestion des banques en difficulté

Deux établissements, Warka Bank et Shoura Bank, confrontés à des difficultés financières, ont vu leur agrément retiré et soumis à des procédures de liquidation depuis 2014. Le SSB a poursuivi tout au long de l'exercice 2016 la gestion de ces banques en cessation d'activité.

L'assainissement de la situation de Warka a permis de rembourser tous les déposants particuliers depuis 2013, et se poursuit pour les clients commerciaux par le recouvrement des créances destinées à payer ses dettes.

Concernant Shoura Bank, tous les comptes ont été soldés depuis 2015. Les procédures de dissolution de la société se poursuivent afin de restituer le reliquat du capital social entre les associés.

8-3 PERSPECTIVES

A la fin de l'année 2016, le SSB a élaboré un plan d'action pluriannuel en s'appuyant notamment sur les recommandations du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) de 2008 et le retour d'expérience des exercices antérieurs. Ce plan d'actions s'inscrit dans le prolongement de la feuille de route de 2011 dont la principale cible portait sur le renforcement des capacités de la supervision bancaire.

Le plan d'actions comprend quatre volets recouvrant tous les aspects de la supervision bancaire afin de renforcer (i) le cadre légal et réglementaire, (ii) le contrôle sur pièces, (iii) le contrôle sur place et, (iv) la formation. Ce nouveau plan fixe dans une feuille de route les actions prioritaires à mener pour renforcer durablement la supervision bancaire et conforter à terme le cadre juridique des actions de la BCD en ce domaine.

IX- LE SERVICE DES ETUDES

Le Service des Etudes a été réactivé en juillet 2015. Dans le cadre de sa mission, le service des Etudes est chargé d'assurer les attributions suivantes :

- Elaboration et publication du rapport annuel de la BCD ;
- Elaboration et publication des bulletins mensuel et trimestriel ;
- Suivi de l'actualité économique nationale et internationale à travers la publication de notes de conjoncture ;
- Assister la Direction sur les dossiers relatifs aux Etudes et Projets ;
- Participation à l'élaboration de la réglementation du secteur financier (fixation/révision des ratios prudentiels, études sur la fixation du niveau adéquat de réserves obligatoires, tests et impacts systémiques des projets de normes, etc.) ;
- Collecte et analyse des principales données macroéconomiques ;
- Elaboration et publication d'études économiques périodiques ;
- Collecte des données des établissements publics (ONEAD, EDD, PAID, Fonds Routier, Djibouti-Télécom, AID, etc.) ;
- Suivi des agrégats budgétaires et du TOF ;
- Collecte des données des grands projets et des différents bailleurs (FMI, BM, BAD, BID, etc.) ;
- ~ Suivi des étudiants stagiaires ;
- ~ Chargé de la communication de la BCD et des moyens d'informations.

Au cours de l'année 2016, le Service des Etudes a réalisé les activités suivantes :

- ~ La rédaction et la publication du Rapport annuel 2015 de la Banque Centrale en y apportant des améliorations substantielles, tant sur la forme que sur le contenu ;
- ~ La mise à jour et l'alimentation en données du site web de la Banque Centrale ;
- ~ La contribution à l'organisation du Sommet Africain des Banques Islamiques tenu à Djibouti en novembre 2016;
- ~ La participation aux réunions techniques, notamment avec le FMI dans le cadre de la mission de revue Article IV ;
- ~ L'entrée en relation avec de nouveaux partenaires, tels que la Banque des Règlements Internationaux et l'Alliance pour la Finance Inclusive ;

- Assister la Direction de la Banque pour toutes les questions économiques et financières ;
- En représentation de la Banque Centrale, le Chef du Service des Etudes fait partie du Comité national chargé du suivi de la mise en œuvre du projet de construction de la nouvelle ligne de chemin de fer Djibouti-AddisAbeba. A ce titre, il a participé aux différentes réunions mixtes avec la partie Ethiopienne, consulté sur le volet financier du projet ;
- L'orientation et l'encadrement des étudiants stagiaires à la Banque Centrale.

Malgré ses efforts, le Service des Etudes n'a pas encore complètement exprimé tout son potentiel à la hauteur de ses missions et de son caractère transversal. Ce Service est actuellement composé d'un cadre supérieur doctorant et du responsable du Service.

ANNEXES

Annexe I - Tableau des opérations financières de l'Etat, 2012-2016

en millions FDJ

Rubriques	2012	2013	2 014	2015	2016	Var. 2016/15
PIB nominal	240 569	258 549	281 409	308 278	343 068	11,3%
Recettes et Dons	82 572	96 235	87 325	113 740	112 771	-0,8%
Recettes intérieures	61 998	84 783	74 126	94 753	98 068	3,5%
<i>Recettes fiscales</i>	<i>44 451</i>	<i>55 067</i>	<i>56 558</i>	<i>61 658</i>	<i>64 791</i>	5,1%
- Impôts directs	21 143	22 882	22 941	26 724	27 762	3,9%
- Impôts indirects	21 164	25 108	26 485	31 158	32 215	3,4%
- Autres impôts	2 144	7 077	7 132	3 775	4 814	27,5%
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>17 547</i>	<i>29 716</i>	<i>17 568</i>	<i>33 095</i>	<i>33 277</i>	0,5%
Dons	20 574	11 452	13 199	18 988	14 704	-22,6%
Projets	17 479	8 969	9 521	9 157	8 061	-12,0%
Budget	3 095	2 483	3 678	9 831	6 643	-32,4%
Ratio Recettes budg/PIB	25,8%	32,8%	26,3%	30,7%	28,6%	
Dépenses	89 473	97 425	97 222	115 240	120 199	4,3%
Dépenses courantes	58 170	62 038	64 566	70 685	82 577	16,8%
Salaires	28 995	25 131	26 432	27 748	31 071	12,0%
Matériels	17 725	19 171	20 246	22 999	29 550	28,5%
Maintenance	1 330	1 200	1 456	1 320	1 404	6,4%
Transferts	7 242	13 650	14 084	15 514	16 122	3,9%
Intérêts	1 027	847	892	1 747	3 807	117,9%
Dépenses courantes sur finance Extér.	1 851	2 039	1 456	1 357	623	-54,1%
Investissements	31 303	35 387	32 656	44 555	37 622	-15,6%
Budgétaires	9 073	20 700	19 368	30 704	22 173	-27,8%
Extérieur	22 230	14 687	13 288	13 851	15 449	11,5%
Solde global (base ordon. dons inclus)	-6 901	-1 190	-9 897	-1 500	-7 428	-395,2%
Solde global (en % du PIB)	-2,9%	-0,5%	-3,5%	-0,5%	-2,2%	
Variations des arriérés (signe - en positif)	-1 365	-2 686	-1 546	-1 698	-1 700	0,12%
Solde global, (base caisse)	-8 266	-3 876	-11 443	-3 198	-9 128	-185,4%
Solde global base caisse (en % du PIB)	-3,4%	-1,5%	-4,1%	-1,0%	-2,7%	
Financement	7 978	3 736	11 312	2 716	8 501	213,0%
Intérieur	6 200	1 134	10 524	193	1 574	715,5%
bancaire	6 296	-7 545	-3 024	318	1 699	434,3%
Non-bancaire	-96	8 679	13 548	-125	-125	0%
Extérieur	1 778	2 602	788	2 523	6 927	174,55%
Déficit Résiduel	-288	-140	-131	-482	-627	30,1%

Source : Ministère du Budget

Annexe II – Structure et composantes de la masse monétaire, 2014-2016

2-1 Composantes de la masse monétaire

en millions FDJ

Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
A) Monnaie fiduciaire	27.296	30.816	32.918	6,8%
B) Dépôts à vue en FDJ	80.678	101.538	117.193	15,4%
. Banques	75.758	96.618	112.273	16,2%
. Trésor	4.920	4.920	4.920	0,0%
M1 = A+B	107974	132.354	150.111	13,4%
C) Autres dépôts à vue FDJ	7.015	8.829	13.022	47,5%
M2 = M1+C	114.989	141.183	163.133	15,5%
D) Dépôts à terme en FDJ	24.292	29.331	22.414	-23,6%
E) Dépôts en devises	100.414	113.849	123.258	8,3%
M3 ou Masse monétaire	239.695	284.363	308.805	8,6%

Source : BCD

2-2 Structure de la masse monétaire

en pourcentage

Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Monnaie fiduciaire	11,4	10,8	10,7	-0,1
Dépôts à vue en FDJ	33,1	35,7	38	2,3
M1	44,1	46,5	48,7	2,2
Autres dépôts à vue en FDJ	2,9	3,1	4,2	1,1
M2	47	49,6	52,9	3,3
Dépôts à terme en FDJ	10,6	10,3	7,2	-3,1
Dépôts en devises	42,5	40	39,9	-0,1
M3	100	100	100	-

Source : BCD

Annexe III - Contreparties de la masse monétaire, 2014-2016

3-1 Contreparties de la masse monétaire

en millions FDJ

Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
A) Avoirs extérieurs nets	179.628	213.292	236.231	10,8%
B) Créances sur l'Etat	5.881	6.652	8.713	31,0%
C) Crédits à l'économie	92.868	102.977	101.415	-1,5%
Total des contreparties (A+B+C)	278.377	322.921	346.359	7,3%
Solde des autres postes nets	-38.682	-38.559	-37.554	-2,6%

Source : BCD

3-2 Structure des contreparties

Composantes	2014	2015	2016	Var. 2016/15
Avoirs extérieurs nets	74,9%	75%	76,50%	1,5%
Crédits intérieurs	41,2%	38,5%	35,60%	-2,9%
- Créances sur l'Etat	2,5%	2,3%	2,80%	0,5%
- Crédits à l'économie	38,7%	36,2%	32,80%	-3,4%
Autres postes nets	-16,1%	-13,6%	-12,10%	1,5%

Source : BCD

Annexe IV – Evolution de la rémunération des dépôts, 2015-2016

Catégorie des intérêts créditeurs				
en pourcentage				
Composantes	2015		2016	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
1. Particuliers				
Comptes sur livrets	0,22	2,00	0,22	5,00
Comptes à terme	0,23	2,5	0,35	5,00
Bons de caisse	0,26	1,15	0,31	1,15
2. Entreprises				
Comptes sur livrets	1,5	2,00	1,00	1,5
Comptes à terme	0,29	2,00	0,35	5,00
Bons de caisse	0,25	1,15	0,31	1,15

Source : BCD

Annexe V – Taux moyens des crédits, 2015-2016

Taux moyens des crédits				
en pourcentage				
Composantes	2015		2016	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
1. Particuliers				
Découverts	10,00	18,00	6,00	18,00
Personnels	9,00	16,00	8,00	16,00
Crédits immobiliers	2,41	15,00	2,26	15,00
2. Entreprises/entrepreneurs privés				
Escompte				
< 10 millions FDJ	11,00	17,00	11,00	17,00
Découverts				
< 10 millions FDJ	10,00	16,00	8,00	16,00
de 10 à 50 millions FDJ	4,19	16,00	4,41	16,00
de 50 à 200 millions FDJ	3,02	16,00	3,85	16,00
> 200 millions FDJ	1,91	16,00	2,41	16,00
Autres crédits à court terme				
< 10 millions FDJ	9,00	13,00	8,00	13,00
de 10 à 50 millions FDJ	9,00	13,00	7,90	13,00
de 50 à 200 millions FDJ	8,33	13,00	7,00	13,00
> 200 millions FDJ	5,00	13,00	5,00	13,00
Moyen et long terme				
< 10 millions FDJ	8,00	15,00	8,00	15,00
de 10 à 50 millions FDJ	8,00	15,00	8,00	15,00
de 50 à 200 millions FDJ	7,98	15,00	7,71	15,00
> 200 millions FDJ	6,18	15,00	6,10	15,00

Source : BCD

Annexe VI - Balance des paiements de Djibouti, 2015-2016

en millions FDJ

	2015			2016		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
Compte courant	146 824	200 436	-53 612	140 337	170 555	-30 218
Biens	23 740	154 709	-130 969	24 703	125 324	-100 621
Services	80 845	40 893	39 952	72 100	35 431	36 669
Transports	30 375	26 049	4 326	21 570	21 208	362
Voyages	5 490	4 153	1 337	5 950	4 180	1 770
Services de communication	3 461	0	3 461	3 230	0	3 230
Services d'assurances	0	4 265	-4 265	0	3 353	-3 353
Autres services	2 150	3 005	-855	1 925	3 160	-1 235
Services des adm. publiques	39 369	3 421	35 948	39 425	3 530	35 895
Revenus	7 711	2 440	5 271	8 905	6 502	2 403
Rémunérations des salariés	4 969	0	4 969	4 986	0	4 986
Revenus d'investissements	2 742	2 440	302	3 919	6 502	2 583
Investissements directs		1 320	1 320	0	1 430	1 430
Investiss. de portefeuille	0	0	0	0	0	0
Autres	2 742	1 120	1 622	3 919	5 072	1 153
Transferts courants	34 528	2 394	32 134	34 629	3 298	31 331
Secteur des adm. publiques	28 248	244	28 004	29 309	18	29 291
Autres secteurs	6 280	2 150	4 130	5 320	3 280	2 040
Compte de capital	8 474	0	8 474	6 020	0	6 020
Adm. publiques	8 474	0	8 474	6 020	0	6 020
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0
Compte d'opérations financières	56 464	0	56 464	52 234	7 565	44 669
Investissements directs	22 037	0	22 037	28 435	0	28 435
Autres investissements	29 831	0	29 831	23 799	0	23 799
Avoirs de réserves	4 596	0	4 596	0	7 565	-7 565
Erreurs et omissions	0	11 326	-11 326	0	20 471	-20 471
Total général	211 762	211 762	0	198 591	198 591	0

Source : BCD

Annexe VII – Position extérieure globale de Djibouti, 2016

en millions FDJ

Composantes	Avoirs	Engagements	Position nette
Investissements directs	0	212.860	-212.860
Investissements de portefeuille	0	0	0
Autres investissements	247.954	333.743	-85.789
- Crédits commerciaux	0	0	0
- Prêts	119.351	301.084	-181.733
* Autorités monétaires	0	6.379	-6.379
* Administrations publiques	0	90.744	-90.744
* Banques	119.351	5.461	113.890
* Autres	0	198.500	-198.500
- Monnaie fiduciaire et dépôts	128.603	32.659	95.944
* Autorités monétaires	0	41	- 41
* Administrations publiques	0	0	0
* Banques	63.379	32.618	30.761
* Autres	65.224	0	65.224
Avoirs de réserve	67.294	0	67.294
- Or monétaire	0	0	0
- Droits de tirages spéciaux	358	0	358
- Position de réserve du F.M.I.	5.737	0	5.737
- Devises	61.199	0	61.199
Position nette	315.248	546.603	-231.355

Source : BCD

Annexe VIII– Bilans résumés et comparés de la BCD, 2015-2016

en millions FDJ

	31/12/2015	31/12/2016
Actif		
Créances sur l’Etranger	66.812	77.122
Créances sur les Banques	3.830	1.380
Créances sur l’Etat	11.700	4.517
Autres créances	316	376
Immobilisations	668	609
Total de l’actif	83.326	84.005
Comptes Hors-bilan débit		
	2.729	2.729
Passif		
Emissions (billets et pièces)	34.692	37.327
Engagements extérieurs	12.374	14.521
Fonds de réserve	3	3
Comptes créditeurs Organismes Internationaux	18	41
Comptes créditeurs de l’Etat	14.971	9.188
Comptes créditeurs des Banques	17.703	19.573
Autres Passifs	567	486
Capital, réserves et Résultat en instance d’approbation	2.998	2.866
Total du passif	83.326	84.005
Comptes Hors-bilan crédit		
	2.729	2.729

Source : BCD

Annexe IX –Comptes de résultat résumés et comparés de la BCD, 2015-2016

en millions FDJ

	31/12/2015	31/12/2016
Produits d'exploitation		
Produits financiers	69	208
Bénéfice de change	226	278
Autres produits	26	67
Total des produits d'exploitation	321	554
Charges d'exploitation		
Dépenses d'administration	(788)	(592)
Frais financiers	(4)	(7)
Perte de change	-	-
Dotations aux amortissements	(87)	(83)
Total des charges d'exploitation	(879)	(682)
Résultat d'exploitation	(558)	(128)
Résultat exceptionnel	433	1
Résultat sur exercices antérieurs	(84)	0
Impôt sur le bénéfice	(3)	(6)
Résultat après impôt	(212)	(133)
Affectation au Fonds de Stabilisation de Change	-	-
Affectation Réserve légale	-	-
RESULTAT NET	(212)	(133)

Source : BCD

Annexe X : Note méthodologique de la balance des paiements

I- Définition

La balance des paiements est un document statistique qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, toutes les transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie avec le reste du monde au cours d'une période donnée. Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique. C'est pourquoi, les rubriques (ou comptes) de la balance des paiements sont toujours présentes en termes de flux et non pas de stocks.

II- Objectif

La balance des paiements permet d'évaluer l'insertion du pays dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres, de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde (lorsque les sorties de capitaux sont supérieures aux entrées de capitaux) ou placés auprès du reste du monde (quand les sorties de capitaux sont inférieures aux entrées de capitaux). La balance des paiements constitue en outre un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments tirés de la balance des paiements contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le PIB, compte des transactions courantes dans le revenu national, évolution des avoirs et engagements internationaux de la république de Djibouti (RDD) dans le compte financier).

III- Organisation institutionnelle

L'article 8 de la Loi n°118/AN/11/6^{ème} L portant modifications des statuts de la Banque Centrale (BCD) confie l'élaboration de la balance des paiements de la RDD à la BCD et prévoit que celle-ci peut entrer directement en relation avec les administrations et services publics, les entreprises publiques et privées, et toute personne physique ou morale exerçant une activité en RDD pour se faire communiquer tous documents et renseignements qui lui sont nécessaires.

Au plan opérationnel, l'élaboration de la balance des paiements est assurée par le Service des Relations Extérieures de la BCD. Les statistiques de la balance des paiements sont diffusées sur une base annuelle sur le site web de la BCD (www.banque-centrale.dj/rubriques/23) et aux organismes internationaux, notamment le FMI, le COMESA et l'OMC.

IV- Règles d'établissement

A- Principe de double écriture

La balance des paiements obéit aux principales règles de la comptabilité générale, et notamment à la règle de la partie double, suivant laquelle chaque opération donne lieu en principe à deux inscriptions :

- la première traduit sa nature économique ou financière ;
- la deuxième, son mode de règlement.

B- Convention de signe

Contrairement à la comptabilité nationale dans laquelle les échanges entre la RDD et l'extérieur sont présentés du point de vue du « reste du monde », la balance des paiements est présentée du point de vue de la « Nation ».

Par convention, un chiffre positif (crédit) correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle, c'est-à-dire des échanges de biens, de services et des paiements de revenus. Dans le compte financier, un chiffre positif (crédit) représente une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif (débit) représente l'inverse. Ces inscriptions ne sont pas toujours simultanées, des décalages entre elles pouvant se produire. Il en résulte donc, un déséquilibre entre les crédits et les débits enregistrés sur une période donnée qui alimente le poste « Erreurs et omissions ». Un chiffre négatif (débit) représente une importation ou une dépense.



Ernst & Young
5, avenue Marchand
01 BP 2715 Abidjan 01
Côte d'Ivoire

Tel. : +225 20 30 60 50 / 20 21 11 15
Fax. : +225 20 21 12 59
E-mail: eyci@ci.ey.com
www.ey.com/afrique_francofone

Banque Centrale de Djibouti
BCD
BP 2118
Djibouti

Abidjan, le 4 juillet 2017

Rapport d'audit sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

I. Audit des comptes annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), comprenant le bilan, le hors-bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2016 ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale de Djibouti au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti, et décrites en annexe.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque Centrale de Djibouti conformément au Code d'éthique et de déontologie des experts-comptables de Côte d'Ivoire, et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités du Gouverneur et du Conseil d'Administration de la Banque relatives aux comptes annuels

Les comptes annuels sont établis par le Gouverneur de la Banque et approuvés par le Conseil d'Administration.

Le Gouverneur de la Banque est responsable de la préparation et de la présentation sincère des comptes annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

S.A. avec CA et PDG
au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M Abidjan 711B
Société d'expertise comptable inscrite à l'ordre
des experts-comptables et comptables agréés
de Côte d'Ivoire
A member firm of Ernst & Young Global Limited

Lors de la préparation des comptes annuels, il incombe au Gouverneur de la Banque d'évaluer la capacité de la Banque Centrale à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf s'il y a une intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque Centrale de Djibouti.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des comptes annuels

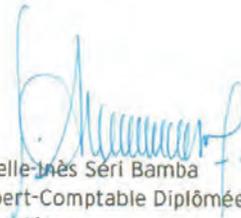
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire la Banque à cesser son exploitation ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans ces comptes annuels, et apprécions s'ils reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère ;
- nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit, le calendrier de réalisation prévu et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young, S.A.



Arielle Inès Sérif Bamba
Expert-Comptable Diplômée
Associée



BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI
البنك المركزي الجيبوتي

B.P. 2118 - Djibouti, République de Djibouti
Tél.: (253) 21 35 27 51 - Fax: (253) 21 35 12 09 / 21 35 62 88,
E.mail: bndj@intnet.dj - www.banque-centrale.dj
